

UNIVERSITÉ DE PARIS. — FACULTÉ DE DROIT

---

DES  
DROITS DU CONJOINT SURVIVANT  
AU VÉNÉZUÉLA

Comparaison avec le Droit Français

---

THÈSE POUR LE DOCTORAT

*Présentée et soutenue le mercredi 25 mai 1910, à 4 heures 1/2*

PAR

Luis Felipe BAEZ

---

*Président :* M. PIÉDELIÈVRE.

*Suffragants :* { MM. WEISS,  
AMBROISE COLIN. } *professeurs.*

---

PARIS

LIBRAIRIE NOUVELLE DE DROIT ET DE JURISPRUDENCE

ARTHUR ROUSSEAU, ÉDITEUR

14, RUE SOUFFLOT ET RUE TOULLIER, 13

—  
1910





Digitized by the Internet Archive  
in 2026

[https://archive.org/details/IA41552425\\_0030](https://archive.org/details/IA41552425_0030)



THÈSE  
POUR LE DOCTORAT

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

UNIVERSITÉ DE PARIS. — FACULTÉ DE DROIT

# DES DROITS DU CONJOINT SURVIVANT AU VÉNÉZUÉLA

### Comparaison avec le Droit Français

THÈSE POUR LE DOCTORAT

LA C T E P U B L I C S U R L E S M A T I È R E S C I - A P R È S

*Sera soutenu le mercredi 25 mai 1910, à 1 h. 1/2*

PAR

Luis Felipe BAEZ



*Président :* M. PIÉDELIÈVRE.

*Suffragants :* { MM. WEISS,  
AMBROISE COLIN, } *professeurs.*

PARIS

LIBRAIRIE NOUVELLE DE DROIT ET DE JURISPRUDENCE

ARTHUR ROUSSEAU, ÉDITEUR

14. RUE SOUFFLOT ET RUE TOULLIER. 13

1910



## INDEX BIBLIOGRAPHIQUE

---

### Droit français.

#### Ouvrages.

- Brédier (A.).** — Commentaire de la loi du 9 mars 1891.  
**Chardenet (P.).** — Des droits de succession accordés par la loi au conjoint survivant.  
**Boissonade (G.).** — Histoire des droits de l'époux survivant.  
**Brissaud (J.).** — Manuel d'histoire du droit français.  
**Aubry et Rau (C.).** — Cours de droit civil français.  
**Montesquieu.** — De l'Esprit des lois.  
**Planiol (M.).** — Traité élémentaire de droit civil.  
**Fenet.** — *Recueil complet des travaux préparatoires du Code civil*, Paris, 1827-1828, 15 vol. in-8°.  
**Wahl (A.).** — Traité des successions, 1899.  
**Laurent.** — Principes du droit civil français.  
**Mesnard.** — Commentaire de la loi du 9 mars 1891.  
**Souchon.** — Commentaire de la loi du 7 mars 1891.  
**Teullet.** — Succession *ab intestat* et testamentaire de la veuve.

#### Revue et périodiques.

- Revue critique de législation et de jurisprudence*, année 1892. Exposé des travaux préparatoires de la loi des 9-10 mars 1891 qui modifie les droits de l'époux survivant sur la succession de son conjoint prédécédé. Commentaire de cette loi par M. Zeglicki.  
**Dalloz.** — *Jurisprudence générale, Recueil périodique*. Note de M. Planiol, 1894.  
**Defrénois.** — Répertoire général pratique du notariat, 1891.  
**Duvergier.** — Collection complète des lois, décrets, ordonnances, règlements, année 1891.  
*France judiciaire.* — Etudes MM. Gerbault et Dubourg, 1892.  
*Journal de l'enregistrement*, 1891-1894.  
*Journal des notaires*, 1891.  
*Journal du notariat*, 1891.

*Revue du notariat et de l'enregistrement*, 1891, 1893, 1894, 1895, 1896.  
**Sirey**. — *Recueil général des arrêts*.

### **Droit étranger.**

- Humbert (J.)**. — *Les origines Vénézuéliennes*, Paris, 1905.  
**Deberle**. — *Histoire de l'Amérique du Sud*, 3<sup>e</sup> édit. Paris 1897.  
**Bénard (Charles)**. — *Le Vénézuéla*. Bordeaux, 1897.  
**Lavisse et Rambeaud**. — *Histoire générale du iv<sup>e</sup> siècle à nos jours*.  
**Tejera Felipe**. — *Manual de Historia de Venezuela*, Caracas, 1875.  
**Dominici (A.)**. — *Comentarios al Código civil Venezolano*.  
**Sanojo**. — *Comentarios al C. C. Venezolano*.  
**Lehr**. — *Eléments de droit civil espagnol*.  
**Manrresa (J. M.)**. — *Commentaires*. Madrid, 1889.  
**Pacifici-Mazzoni**. — *Instituzioni di Diritto civile Italiano*. 4<sup>e</sup> Ediz :  
Riveduta e corredata a cura dell' Aw Guilio Venzi, 7 vol.  
**Huc et Orsier**. — *Le Code civil italien et le Code Napoléon*, 1868
-

DES

# DROITS DU CONJOINT SURVIVANT

## AU VÉNÉZUÉLA

Comparaison avec le Droit Français.

---

### INTRODUCTION

Le droit n'est pas une création réfléchie et libre de la volonté humaine, c'est un développement fatal des tendances d'un peuple. Sous l'empire de la coutume, des mœurs, de la religion et du temps, il se produit une évolution lente, continue, progressive que l'usage consacre et que la science organise.

« Le droit, dit Savigny, n'est point un produit de l'arbitraire, mais bien un produit du passé entier de la nation, il ne se forme pas accidentellement, mais naturellement. Le droit doit être tel qu'il est et non autrement c'est-à-dire qu'il est le résultat nécessaire de l'organisation intérieure de la nation même et de son histoire. Chaque époque doit appliquer son activité particulière à bien saisir, à rajeunir et à revivifier cette matière donnée. »

Nous trouvons dans les législations des peuples civilisés des différences remarquables. La race, la religion, le climat, les mœurs sont des facteurs très importants dans une société, et ils nous expliquent l'existence de toutes ces législations diverses.

« Plusieurs choses gouvernent les hommes, a écrit « Montesquieu, le climat, la religion, les lois, les maximes « du gouvernement, les exemples des choses passées, les « mœurs, les manières ; d'où il se forme un esprit général « qui en résulte. »

Chaque société a sa législation qui se forme et se développe avec elle et qui suit toujours le mouvement de ses institutions, de ses mœurs et de ses croyances. Et presque tous les peuples ont éprouvé le besoin de convertir en loi écrite ce que le temps a introduit et consacré, et de fixer avec précision les interprétations et les formules diverses de façon à rendre constant ce qui est essentiellement variable.

Ainsi les législateurs ont accordé des droits divers à l'époux survivant. Mais tous le considèrent comme devant avoir un droit de succession par suite de sa participation à la formation du patrimoine qui constitue l'hérédité, Aussi l'exclusion du conjoint était une véritable lacune dans le système successoral du Code civil français. Elle a été comblée depuis par la loi du 9 mars 1891.

Nous nous proposons, dans ce travail, d'exposer les droits du conjoint survivant au Vénézuéla et de les comparer à ceux que lui accorde la loi française.

Nous nous trouvons en présence de deux pays n'ayant ni une même situation, ni un même climat, de deux peuples ayant chacun ses mœurs et ses habitudes propres et par conséquent de deux législations différentes.

Pour faciliter notre tâche et rendre plus claire notre exposition, nous nous occuperons dans une première partie des droits du conjoint survivant au Vénézuéla, dans une seconde des droits de l'époux survivant en France.

Enfin une troisième partie sera consacrée à l'exposition de quelques idées sur les deux Droits.



## PREMIÈRE PARTIE

### DROITS DU CONJOINT SURVIVANT AU VÉNÉZUÉLA

---

#### CHAPITRE PREMIER

##### SOURCES DU DROIT VÉNÉZUÉLIEN.

Après la proclamation de son indépendance en 1810, le Vénézuéla se trouva définitivement organisé. Les lois espagnoles restèrent néanmoins encore en vigueur durant presque un demi-siècle. Mais cette législation difficile, compliquée et ancienne fut incapable de répondre aux nouvelles exigences sociales d'un pays dont les idées étaient bien différentes de celles qui avaient inspiré les lois espagnoles.

En 1825, le Congrès de Colombie fixa l'ordre suivant lequel seraient observées les lois.

1° En première ligne, les lois décrétées ou qui le seraient dans la suite par le pouvoir exécutif.

2° Les pragmatiques, les cédulas, les ordres, décrets et

ordonnances du gouvernement espagnol qui étaient en vigueur sur le territoire de la République.

3° Les lois de la compilation des Indes.

4° Celles de la nouvelle compilation de Castille.

5° Les lois de la Siete Partidas.

Le véritable Code de ce temps-là était celui de la Siete Partidas. L'honneur de sa rédaction revient à Alfonso de Castilla, auteur également *del Speculo* et du *Fuero Real*.

Ce roi avait voulu donner une législation uniforme à tous les royaumes qu'il gouvernait, qui étaient régis par divers *Fueros municipales*, et où dominaient toujours l'idée abstraite du droit et le sentiment supérieur de la justice.

Les Siete Partidas n'étaient au fond qu'une compilation des préceptes de droit romain et des décrétales de Grégoire IX, mais Alphonse X de Castille avait voulu augmenter son pouvoir par ses lois et diminuer l'autonomie des provinces. Il se manifesta par la suite une sérieuse opposition à l'application de ce Code, qui ne pût être mis en vigueur que très difficilement.

Les parties relatives aux contrats, obligations, reproduites du droit romain et très parfaites dans leurs règles, furent observées au Vénézuéla et n'ont subi encore de nos jours que peu de réformes ; les lois sur les successions moins parfaites eurent au Vénézuéla force de loi pendant un certain temps. Tout le reste fut inapplicable aux peuples de l'Amérique du Sud, comme à la Mère Patrie d'ailleurs, qui préféra ses *fueros* pour se soustraire à l'application du droit commun.

L'opinion publique réclamait avec urgence une réforme qui facilita la solution des procès et la prompt administration de la justice, de telle sorte qu'en 1834 le ministre de l'intérieur disait au Congrès :

« Il n'est guère possible qu'au point extrême où sont  
« arrivées les choses en cette matière, il y ait un seul député  
« qui ne soit pas affecté par le désarroi public en présence  
« de procès interminables, des sinuosités de la procédure,  
« de l'insécurité conséquente de la propriété, du manque  
« de confiance que tout ceci produit qui arrête le mouve-  
« ment national et la prospérité. Les choses sont arrivées  
« à un tel point que n'importe quelle réforme sera bonne.  
« Dans ce désordre, le corps de la législation influe beau-  
« coup, car disséminé dans les lois de la Siete Partidas,  
« de Castille, des Indes, de Colombie et du Vénézuéla,  
« dans des décrets, cédulas, pragmatiques, ordres royaux,  
« il rend impossible l'uniformité, l'ordre, la clarté, la  
« précision dans cette science qui a été créée pour assurer  
« la vie, l'honneur et la prospérité de l'homme, mais qui,  
« vieilli, représente parmi nous tout le développement  
« et l'horreur d'une décrépitude vicieuse. Un Code civil,  
« une procédure brève et précise, une sévère responsabi-  
« lité aux juges, la liberté de l'arbitrage, et peut-être sa  
« nécessité si une des parties le demande, une prudente  
« introduction au criminel du jugement par les jurés,  
« sont les grands biens que le peuple et le gouvernement  
« attendent d'elle. »

Aussi le Congrès de 1834, considérant que les lois de

l'ancien système colonial, qui avaient force de loi sur le territoire de la République, « étaient tantôt obscures, tantôt « compliquées, tantôt opposées aux principes qui font la « richesse et le bonheur d'une nation ; que la confusion « et le désordre des lois altèrent la paix individuelle, « éloignent la confiance et obstruent les voies de la pros- « périté, qu'il est d'absolue nécessité que les lois puissent « être connues de tous les citoyens, et que celles-ci « n'étaient point écrites dans la langue nationale, dé- « créta » la formation de quatre projets de Codes, civil, criminel, militaire et de commerce avec leur procédure respective. Le premier Code civil fut accepté par le gouvernement et promulgué le 28 octobre 1862. Il fut l'œuvre de Don Andres Bello, qui prit comme modèle le Code chilien de 1857. Une des grandes nouveautés de ce Code fut de donner des droits héréditaires au conjoint survivant.

La durée de ce Code fut extrêmement courte et le Vénézuéla retomba sous les anciennes lois espagnoles jusqu'au 23 mai 1867, époque à laquelle le Congrès décréta un autre Code civil, écrit sur un projet espagnol, inspiré sur le Code Napoléon et qui ne fut jamais sanctionné en Espagne.

En matière de succession, ce Code enleva au conjoint son droit à la réserve et lui accorda simplement le droit de venir à la succession *ab intestat* après les descendants s'il manquait de biens propres. Ce Code eut force de loi jusqu'au 20 février 1873 ; à ce moment un nouveau Code civil fut promulgué. Il fut l'œuvre d'une commission de juriconsultes remarquables, qui prit pour modèle le Code ita-

lien. En procédant ainsi, *les jurisconsultes ont voulu non seulement posséder les avantages d'une bonne législation, mais encore l'unifier avec celles des puissances, ce qui devait contribuer à rendre plus faciles avec elles les relations civiles et commerciales et de plus procurer le bénéfice de toute leur doctrine juridique et de leur sage jurisprudence pour interpréter et connaître les lois que le pays allait recevoir.* Ils n'ont cependant pas copié servilement le grand modèle, et à maintes reprises, ils ont adopté des solutions différentes pour façonner le Code civil aux mœurs du pays et à l'organisation de la famille et quelquefois pour y faire les réformes qu'ils pensaient devoir l'améliorer.

C'est ainsi que dans la législation italienne, le conjoint survivant a seulement droit à l'usufruit d'une portion égale à celle d'un enfant légitime, tandis que dans le Code vénézuélien il a droit à la propriété de la même quotité quand il concourt avec eux. Les autres dispositions du Code vénézuélien sont originales, ou d'anciennes lois de la République, ou ont été prises soit au Code de 1867, soit au Code chilien.

Dans leur enseignement du droit, les professeurs vénézuéliens s'inspirent fréquemment de la doctrine juridique contenue dans les meilleures œuvres des jurisconsultes français et italiens ; mais malheureusement, ils ne sont pas inamovibles. Dans une situation instable, ils ne peuvent consacrer tout leur temps à l'étude du droit et sont contraints bien souvent de s'occuper d'autre chose, aussi les avocats quand ils plaident, consultent les auteurs étrangers pour fortifier leurs arguments.

## CHAPITRE II

### CONDITIONS D'OUVERTURE DU DROIT SUCCESSORAL DE L'ÉPOUX SURVIVANT.

Pour être admis à exercer ses droits, il y a nécessairement deux catégories de conditions dont l'étude s'impose. D'abord les conditions générales nécessaires à tout successeur, ensuite les conditions spéciales propres à l'époux. Nous n'insisterons pas sur les conditions générales, par exemple qu'il faut exister au moment de l'ouverture de la succession, ne pas être indigne, c'est-à-dire ne pas se trouver dans un des cas énuméré par l'article 711 du Code civil, qui écarte de la succession : 1° Le conjoint qui a volontairement donné ou tenté de donner la mort au défunt.

2° Celui qui a accusé le *de cujus* d'un crime susceptible d'une peine d'emprisonnement, au moins si l'accusation a été déclarée calomnieuse par un jugement.

3° Le conjoint qui a obligé le défunt à faire un testament ou à réformer celui qu'il avait déjà fait.

4° Le conjoint qui a empêché le défunt de faire un testament ou de révoquer celui qu'il avait déjà fait, ou ait supprimé, caché ou altéré un testament non révoqué par lui.

Il est à remarquer que le législateur vénézuélien, suivant en cela le Code italien, n'exige pas comme le Code

civil français, pour écarter le conjoint de la succession, que celui-ci ait été condamné pour avoir donné ou tenté de donner la mort au défunt. Il arrivera souvent qu'il n'ait même pas été condamné comme coupable et qu'aucune instruction judiciaire n'ait été ouverte pour découvrir les auteurs du délit. Ceux qui ont intérêt à exclure l'époux survivant de la succession peuvent s'opposer à l'exercice de ses droits en prouvant qu'il a donné ou tenté de donner la mort à celui qu'il prétend hériter ; et ce débat peut être porté devant les tribunaux civils et jugé par eux. Sans préjudice toutefois de la procédure criminelle.

Mais si le conjoint survivant a été condamné par un jugement au criminel, ceux qui sont intéressés à l'exclusion de la succession n'ont pas à prouver le fait qui constitue l'indignité, le jugement au criminel ayant force de chose jugée devant les tribunaux civils.

L'homicide dont il s'agit doit être volontaire ; le conjoint qui s'en rend coupable par imprudence peut exercer des droits dans la succession.

Voyons maintenant les conditions spéciales au conjoint.

1° D'abord un mariage valable et existant au moment du décès.

2° L'absence de jugement de séparation de corps rendu contre le survivant.

Examinons ces deux conditions ;

## SECTION I. — Un mariage valable et existant.

Le mariage doit être valable, et les époux doivent avoir rempli les conditions d'aptitudes personnelles et les conditions de forme exigées par la loi, ne se trouver dans aucun des cas d'empêchement prévus et enfin avoir fait constater leur consentement au mariage dans les formes prescrites. Toutes les fois que l'une des conditions requises vient à faire défaut, les parties intéressées pourront faire prononcer par les tribunaux la nullité du mariage qui sera censé dans ce cas n'avoir jamais existé. Les époux n'auront plus aucun droit sur la succession l'un de l'autre, et si la nullité n'est prononcée qu'après la liquidation de la succession, le conjoint survivant devra restituer aux ayants droit tout ce qu'il aura déjà reçu. La déclaration de nullité a un effet rétroactif qui fait disparaître le droit du conjoint survivant au profit de ceux des autres héritiers.

Il n'en est pas de même dans les cas de mariage putatif qui, d'après l'article 136 du Code civil vénézuélien, produit néanmoins les effets civils tant à l'égard des époux qu'à l'égard des enfants. Le législateur exige cependant que la bonne foi existe au moment de la célébration du mariage et ne disparaisse à aucun moment ; suivant la loi vénézuélienne, les effets civils du mariage putatif cessent, en effet, à partir du jour où la bonne foi disparaît ; c'est une différence avec les législations française et italienne qui

considèrent la déclaration de nullité comme la ligne de séparation entre les effets valides du mariage et ceux qui ne le sont pas. Seul, l'époux de bonne foi pourra se prévaloir de cet article et les droits de succession seront maintenus à son profit. Le mariage doit encore exister, c'est-à-dire ne pas avoir été dissous par le divorce, c'est ce que déclare l'article 731 du Code civil vénézuélien. Une fois l'union conjugale rompue, les époux deviennent étrangers l'un à l'autre et le survivant ne peut pas prétendre exercer des droits successoraux sur le fondement d'une union ainsi dissoute.

## SECTION II. — Absence de jugement de séparation de corps contre le conjoint survivant.

Le conjoint survivant, déclare l'article 731 : « Contre « qui le défunt a obtenu un jugement de séparation de « corps passé en force de chose jugée n'aura pas les droits « héréditaires accordés dans les articles antérieurs, à moins « qu'il n'y ait eu une réconciliation. » Il faut donc qu'aucun jugement de séparation de corps ayant force de chose jugée ne soit intervenu contre le survivant. La séparation de corps suspend la vie en commun des époux et si elle a été prononcée contre le mari, la femme peut demander la séparation de biens ; si la femme est coupable, le mari conservera après la séparation de corps l'administration de la masse sociale. Mais la séparation de corps ne fait naître une incapacité qu'à l'encontre de l'époux coupable,

tandis que le divorce produit une incapacité réciproque de succéder. L'une est une peine et l'autre une incapacité résultant du divorce. Le jugement de séparation de corps est passé en force de chose jugée, lorsqu'après la signification, le défendeur a laissé passer les délais d'opposition ou d'appel. La réconciliation des époux fera renaître leur vocation héréditaire. Cela résulte des termes exprès de la loi. Mais ils devront cependant prévenir le président du tribunal, conformément à l'article 155, pour éviter les controverses judiciaires qui pourraient occasionner des erreurs.

## CHAPITRE III

### NATURE ET CARACTÈRE JURIDIQUE DU DROIT

#### DU CONJOINT SURVIVANT.

Le Code italien accorde à l'époux survivant un droit d'usufruit lorsque le défunt laisse des descendants légitimes. Cet usufruit est égal à une part d'enfant, sans qu'il puisse toutefois excéder le quart de l'hérédité (art. 753). Mais, à défaut de descendants légitimes, le conjoint survivant a droit en toute propriété à un tiers de la succession (art. 754), et à un quart seulement lorsqu'il concourt à la fois avec les ascendants légitimes et les enfants naturels, et aux deux tiers quand il concourt avec des collatéraux au-dessus du sixième degré. Le Code vénézuélien accorde dans tous les cas un droit de propriété au conjoint survivant. Plus loin, nous indiquerons les raisons qui, à notre avis, ont décidé le législateur vénézuélien à se séparer du Code italien. Non seulement, le conjoint a droit à la propriété de sa part, mais encore il vient avant les collatéraux ordinaires qui, en sa présence, n'ont aucun droit à la succession. La quotité que lui accorde la loi est variable. L'époux survivant est considéré par le Code vénézuélien comme un véritable héritier et non pas comme un successeur irrégulier.

Il est placé au même rang que les héritiers les plus pri-

vilégiés. En conséquence, il pourra appréhender les biens de la succession de sa propre autorité, administrer les biens héréditaires et intenter toutes les actions héréditaires actives, tant possessoires que pétitoires. De même, les créanciers de la succession pourront intenter contre lui toutes les actions héréditaires passives, sans que son acceptation soit nécessaire, sauf son droit d'opposer une exception dilatoire.

L'époux survivant sera encore tenu *etiam ultra vires hereditatis*, il devra supporter toutes les charges de la succession, quand bien même leur importance serait supérieure aux biens héréditaires. Le conjoint pourrait éviter ces inconvénients et conserver son patrimoine personnel en renonçant à la succession, ou tout au moins en limitant son obligation à la valeur des biens héréditaires, c'est-à-dire en acceptant la succession sous bénéfice d'inventaire. Si le conjoint décède sans avoir accepté expressément ou tacitement la succession, il transmet à ses héritiers le droit de l'accepter. La succession, en effet, une fois ouverte, le conjoint acquiert un droit qui entre dans son patrimoine et qu'il transmet naturellement à ses successeurs.

Enfin, le législateur vénézuélien considère le conjoint survivant comme un héritier réservataire. Quoi qu'il arrive, il aura droit en propriété à une réserve *legitima* dont la quotité est variable ; les époux ont ainsi une situation excellente et à la mort de l'un d'eux, le survivant ne se trouvera jamais dans la misère si le défunt possédait quelque fortune.

## CHAPITRE IV

### ÉTENDUE DES DROITS DU CONJOINT SURVIVANT

#### SECTION I. — Situation du conjoint en présence d'enfants légitimes.

Lorsqu'une personne décède laissant des enfants légitimes et un conjoint, la succession se divise en parts égales et le veuf ou la veuve a droit à une quotité égale à celle d'un enfant légitime. Ces derniers sont véritablement privilégiés en ce sens qu'ils excluent de la succession tous les autres héritiers, sauf le conjoint survivant. Et cet ordre s'étend jusqu'à l'infini, le plus proche parent exclut le plus éloigné, sauf le droit de représentation qui est admis dans la ligne droite descendante jusqu'à l'infini (1).

Aucune différence n'existe entre les enfants légitimes et les enfants légitimés. Les ascendants sont naturellement écartés de la succession, et les enfants naturels eux aussi en présence de descendants légitimes n'ont aucun droit.

(1) « La représentation dans la ligne droite descendante a lieu  
« jusqu'à l'infini et dans tous les cas, soit que les enfants du défunt  
« concourent avec les descendants d'un autre enfant prédécédé, soit  
« que tous les enfants étant morts avant lui, les descendants des en-  
« fants concourent à leur succéder, soit qu'ils se trouvent entre eux  
« au même degré, soit à un degré différent, et quoique ne se trou-  
« vant pas au même degré, il y ait inégalité du nombre de personnes,  
« dans une des générations des dits ascendants (art. 717, C. civ.). »

Ainsi le conjoint survivant a une situation préférable à celle des ascendants, des collatéraux privilégiés et des enfants naturels, qui lui permet de concourir avec les descendants légitimes. Il n'est point question d'un droit d'usufruit comme dans le droit français, le conjoint a droit à la pleine propriété.

Plus tard, nous discuterons cette disposition et nous verrons si elle est conforme à l'équité et aux principes juridiques qui régissent cette succession. Le Code vénézuélien s'est séparé ici de son modèle, le Code italien, qui confère comme le législateur français un droit d'usufruit au conjoint survivant, et qui en outre fait concourir les enfants naturels avec les enfants légitimes. Cette préférence accordée à l'époux survivant à l'encontre des enfants naturels nous paraît critiquable, les enfants naturels ne sont pas admis à concourir avec les enfants légitimes, tandis que le conjoint a les mêmes droits héréditaires qu'eux.

En France, la loi de 1896 a amélioré le sort des enfants naturels en leur accordant formellement la qualité de réservataires. Ce qui aura pour effet, tantôt de restreindre l'usufruit de l'époux survivant, tantôt de le mettre à la charge d'autres héritiers que les enfants naturels. Quand le conjoint français concourt avec les enfants naturels seuls, il a droit simplement à un usufruit, dont la quotité sera de la moitié de la succession. En résumé, le Code français accorde la préférence aux enfants naturels et le Code vénézuélien au conjoint survivant.

Il nous semble difficile d'enrayer le développement si rapide de la filiation naturelle, c'est un fait contre lequel les lois sont inefficaces ; la loi doit simplement s'efforcer d'en atténuer les effets dissolvants et de supprimer, autant que possible, les obstacles qui séparent encore la famille naturelle de la famille légitime. Il faut que le législateur ne fasse pas rejaillir la faute des parents naturels sur leurs enfants, de telle façon que d'une union qu'il n'a pu officiellement constater naissent néanmoins des individus auxquels ne s'attache aucune marque d'infériorité et qui soient, dans la suite, pour le pays, une force productive et une cause de richesse et non de désagrégation et de trouble. Aussi, lamentons-nous l'exclusion absolue, dans le droit vénézuélien, des enfants naturels en présence de descendants légitimes, alors qu'on accorde au conjoint dans ce même cas, un droit successoral important.

**SECTION II. — a) La situation de l'époux survivant en présence d'enfants naturels et d'ascendants légitimes.**

A défaut de descendants légitimes, le Code vénézuélien confère la succession au conjoint survivant, aux ascendants légitimes et aux enfants naturels du défunt. Le législateur vénézuélien suppose que seuls les descendants légitimes et le conjoint sont capables d'absorber toute l'affection du défunt. Quand il existe un conjoint des ascendants légitimes et des enfants naturels, la succession se divise en

trois parties égales et chacun de ces ordres prend une quotité égale (art. 725).

Ici encore le conjoint a droit à la pleine propriété de sa part. Quand il n'y a pas d'enfant naturel, la succession se divise en deux parties dont l'une revient au conjoint et l'autre aux ascendants légitimes. Il en serait de même si les ascendants faisant défaut, le conjoint se trouvait en présence d'enfants naturels, ceux-ci auraient droit à la moitié de la succession et le conjoint à l'autre moitié. Si le conjoint et les enfants naturels font défaut, les ascendants légitimes ont droit à toute la succession.

La solution donnée par le Code civil italien est sensiblement différente. Quand il n'y a pas d'enfants légitimes, mais des ascendants, des enfants naturels, des frères ou sœurs ou descendants d'eux, il confère en toute propriété au conjoint le tiers de l'hérédité et simplement le quart quand il concourt à la fois avec les ascendants légitimes et les enfants naturels (art. 754, C. civ. italien).

**b) Situation de l'époux survivant en présence d'enfants naturels et de collatéraux privilégiés.**

Si le conjoint ou les enfants naturels, à défaut d'ascendants légitimes, restent seuls en présence, ils n'ont pas droit à la totalité de la succession ; ils concourent avec les collatéraux privilégiés ou leurs descendants légitimes (art. 726). Si le *de cujus* laisse des enfants naturels, des collatéraux privilégiés ou leurs descendants légitimes, et

un conjoint, la loi accorde à chacun de ces ordres un tiers de la succession ; quand les enfants naturels font défaut, la succession se divise alors en deux parties, l'une pour le conjoint, l'autre pour les collatéraux privilégiés ou leurs descendants légitimes. Si au contraire les collatéraux privilégiés ou leurs descendants légitimes font défaut, le conjoint survivant se partagera la succession avec les enfants naturels ; lorsque ces deux ordres d'héritiers font défaut, le conjoint a droit à toute la succession. De même l'absence de conjoint survivant profitera aux enfants naturels, aux collatéraux privilégiés et à leurs descendants légitimes, et ils prendront la moitié ou toute l'hérédité suivant qu'ils viendront en concours ou seuls à la succession. *En résumé, l'époux survivant a droit en propriété à un tiers, à la moitié ou à la totalité de la succession, suivant les circonstances.*

En droit français, si les frères et sœurs sont issus de lits différents, la division se fait entre les deux lignes ; les germains prennent part dans les deux lignes et les utérins et consanguins chacun dans leur ligne seulement.

Telle n'est pas l'interprétation qu'il faut donner au texte du Code vénézuélien. En effet les frères et sœurs consanguins ou utérins en concours avec les frères et sœurs germains n'ont droit, dit ce Code, qu'à la moitié qui correspond à chacun d'eux. Par exemple, Primus décède, laissant Secunda, sa femme, et deux frères, Tertius et Quartus, l'un germain, l'autre utérin, et une fortune de 300.000 francs. Secunda prendra 150.000 francs. Tertius et Quartus prendront

150.000 francs. Mais Quartus n'aura droit qu'à la moitié de ce qu'il aurait eu s'il avait été frère germain.

En définitive, Secunda aura 150.000 francs, Tertius 100.000 et Quartus 50.000, c'est-à-dire la moitié de ce qui correspond à Tertius.

### SECTION III. — Situation du conjoint en présence de tous autres successibles.

L'époux survivant peut encore se trouver en présence d'enfants adoptifs du *du cuius*, qui ont des droits héréditaires quand le défunt n'a pas laissé de postérité légitime. Il en était ainsi en droit romain ; les lois 8 et 9, titre XVI, partida 4 de *las Siete Partidas*, leur reconnurent également des droits, et ces règles furent en vigueur au Vénézuéla jusqu'à la promulgation du Code civil qui les écartera de la succession ; mais plus tard on revint aux anciens principes. C'est ainsi qu'à défaut de postérité légitime, les enfants adoptifs ont des droits successoraux dans tous les cas. Autrement dit, ils concourent tantôt avec les ascendants, les enfants naturels et le conjoint, tantôt à défaut d'ascendants, avec les enfants naturels, les collatéraux privilégiés ou leurs descendants légitimes et le conjoint survivant, mais ils prennent seulement une quotité égale à celle de la moins favorisée des personnes appelées à la succession et dans aucun cas cette quotité ne doit être supérieure au cinquième des biens.

Supposons qu'un conjoint, un ascendant légitime, trois

enfants naturels soient appelés à la succession, celle-ci se divise en trois parts dont un tiers pour les enfants naturels, qui recevront chacun un neuvième de la succession. C'est cette dernière quotité qui serait déférée à l'enfant adoptif, car le Code déclare *qu'ils prendront une quotité égale à celle de la personne la moins favorisée* ; les biens héréditaires après ce prélèvement seront partagés conformément aux règles précédemment établies. Mais, dans aucun cas, cette quotité attribuée aux enfants adoptifs ne doit être supérieure au cinquième des biens.

En conséquence, s'ils se trouvaient en présence du conjoint seulement et d'une fortune de 100.000 francs, ils ne pourraient prétendre qu'au cinquième des biens du *de ejus*, c'est-à-dire à 20.000 francs. Le reste, c'est-à-dire 80.000 francs, appartiendrait au conjoint.

Il en serait de même dans le cas où les enfants adoptifs viendraient en concours avec les collatéraux ordinaires. Quand le conjoint survivant et les héritiers *ab intestat* font défaut, les enfants adoptifs ont droit à la totalité de la succession.

Quant aux collatéraux ordinaires, ils ne viennent à la succession qu'à défaut de conjoint survivant, de descendants, ascendants, frères et sœurs légitimes et leurs enfants légitimes et des enfants naturels (art. 728).

Cette solution est encore différente de celle du Code italien qui lui a servi de modèle : celui-ci accorde au survivant des époux en présence des collatéraux, les deux tiers de l'hérédité (art. 755). Mais si les collatéraux sont au delà du sixième degré, le conjoint recueille le tout.

## CHAPITRE V

### SITUATION DU CONJOINT SURVIVANT EN PRÉSENCE DE DESCENDANTS ILLÉGITIMES DU DÉFUNT, LUI-MÊME ENFANT NATUREL.

Nous avons exposé la situation du conjoint dans le cas où le défunt était un enfant légitime, il nous reste maintenant à indiquer quels sont les droits du conjoint survivant quand le *de cujus* est un enfant naturel.

Si le *de cujus* est un enfant naturel et ne laisse pas de descendants légitimes, son conjoint et ses enfants naturels sont appelés à la succession. Celle-ci se divisera en deux parties égales, l'une pour le conjoint survivant, l'autre pour les enfants naturels. Quand le conjoint fait défaut, les enfants naturels ont droit à la totalité de la succession. Si au contraire les enfants naturels font défaut, l'époux survivant n'aura pas droit à toute la succession s'il existe des ascendants du *de cujus*. Ici encore, on divisera la succession en deux parts, dont l'une pour le survivant des époux.

A défaut d'ascendant, toute la succession reviendra au conjoint. Les frères et sœurs, neveux et nièces du *de cujus* ne viennent à la succession qu'à défaut du conjoint et des ascendants. C'est un système différent de succession de

celui que nous avons étudié tout à l'heure. Nous trouvons cependant encore ici trois ordres d'héritiers.

1° Celui des enfants légitimes et du conjoint, qui succèdent comme si le défunt avait été enfant légitime.

2° Les enfants naturels, le conjoint et les ascendants qui sont exclus de la succession quand il y a des enfants naturels ; ce qui est logique, car entre un enfant illégitime et un ascendant illégitime, sans aucun doute on doit donner la préférence aux premiers.

3° Les frères et sœurs, neveux et nièces.

Dans la succession des enfants légitimes, les ascendants concourent avec le conjoint et les enfants naturels, tandis que le conjoint et les enfants naturels, à défaut d'ascendants légitimes, viennent à la succession en concours avec les collatéraux privilégiés.

Quand un enfant naturel, au contraire, décède sans postérité légitime, ses biens se partagent non pas entre ses ascendants, son conjoint et ses enfants naturels, mais bien entre ses enfants naturels et son conjoint qui prennent chacun, comme nous l'avons dit, la moitié de sa fortune.

En droit français, le conjoint en présence d'enfants naturels a simplement droit à un usufruit et les enfants naturels d'un père lui-même enfant naturel prennent toute la succession.

Dans le droit vénézuélien au contraire, le conjoint survivant prend la moitié des biens, à l'exclusion des ascendants. Tandis que si le défunt était un enfant légitime, le conjoint aurait droit à la moitié, à un tiers, suivant qu'il

se présente à la succession en concours avec les enfants naturels et les ascendants du *de cujus* ou avec un de ses ordres héritiers seulement.

La nature a néanmoins mis dans le cœur des parents la même affection pour tous leurs enfants, qu'ils soient nés ou non d'une union légitime. Et bien souvent les père et mère naturels protestent contre la différence que la loi établit au point de vue du droit héréditaire entre l'enfant légitime et l'enfant naturel, et ils cherchent par tous les moyens possibles à tourner la loi. Aussi, à défaut d'enfants légitimes, pourrait-on accorder aux *descendants de l'enfant naturel* les mêmes droits héréditaires qu'aux enfants légitimes, puisque le défunt ne laisse aucun parent légitime et que ses enfants naturels sont ceux qui sont en vertu des liens du sang les plus aptes à lui succéder.

Pour que les enfants naturels puissent opposer leurs droits au conjoint survivant, il faut qu'ils aient été reconnus et que ceux qui les ont reconnus aient pu le faire valablement. Cependant, dans les cas 1, 2, 3 de l'article 268, ils pourront respectivement réclamer des aliments conformément à la loi. Les parents qui ne peuvent être l'objet d'une reconnaissance formelle n'ont même pas droit à la pension alimentaire qui ne doit d'ailleurs, dans aucun cas, entamer la portion des biens destinée aux héritiers réservataires (1).

(1) ART. 268. — Le père et la mère doivent nourrir, élever et instruire leurs enfants légitimes, adoptifs et les illégitimes légalement reconnus. La même obligation existe :

1° Quand la maternité ou la paternité résulte indirectement de la

## CHAPITRE VI

### DE LA RÉSERVE

La faculté de disposer de ses biens à titre gratuit par donation entre vifs ou par testament est limitée lorsqu'il existe des héritiers qui sont particulièrement unis au défunt par les liens du sang. Le législateur, en effet, a établi la réserve, qui est une portion de la succession frappée d'indisponibilité, au profit des héritiers réservataires.

Le Code vénézuélien reconnaît quatre ordres d'héritiers légitimaires : Le *conjoint*, les enfants et descendants légitimes, les enfants naturels et les ascendants légitimes.

#### a) *Réserve du conjoint en présence d'enfants et de descendants légitimes.*

La *Legítima* est une quotité de la succession qui est due dans tous les cas en pleine propriété au conjoint survivant qui n'est pas légalement séparé de biens.

Nous avons déjà dit que la séparation de corps faisait

sentence d'un jugement civil ou criminel ;

2° Quand la paternité ou la maternité provient d'un mariage déclaré nul ;

3° Quand la paternité ou la maternité d'un enfant, qui ne peut être reconnu légalement, résulte d'une déclaration constante, d'une écriture publique.

perdre tous ses droits héréditaires au conjoint contre qui elle avait été prononcée et à plus forte raison sa réserve. En présence d'enfants légitimes (art. 780), la *legitima* du conjoint variera suivant leur nombre. Et le conjoint sera considéré comme un enfant légitime pour le calcul de la réserve. Si le défunt ne laisse pas plus de deux enfants légitimes, la réserve sera de la moitié des biens du testateur et de deux tiers seulement s'il en laisse trois ou un plus grand nombre. Le conjoint prendra une quotité égale à celle d'un enfant légitime.

D'après les anciennes lois espagnoles qui ont été en vigueur au Vénézuéla, le testateur ne pouvait disposer dans tous les cas que du cinquième des biens et en faveur de n'importe quelle personne, et du tiers uniquement pour améliorer le sort d'un des descendants. Le législateur vénézuélien accorde au testateur une plus large liberté et lui permet de disposer de la moitié de sa fortune s'il laisse un conjoint et un enfant légitime ou deux enfants légitimes seulement, et d'un tiers s'il en laisse trois ou un plus grand nombre.

Le divorce en cours d'instance n'empêche pas le conjoint d'hériter. On exige encore que par un jugement exécutoire le conjoint qui prétend exercer des droits sur la succession ait été déclaré coupable du divorce. Le jugement qui condamne le conjoint comme adultère ne suffit pas, il faut encore que le divorce ait été prononcé. Il peut arriver que le *de cujus* laisse deux conjoints, l'un légitime, l'autre de bonne foi ; dans ce cas il semble qu'ils doivent chacun

venir à la succession comme un enfant légitime. Pour calculer la quotité disponible, on doit compter également parmi les enfants l'héritier renonçant, ceux-ci auront ainsi leur part augmentée. La réserve se divisera entre le conjoint et les enfants légitimes du *de cujus*, et leurs descendants viennent à la succession par représentation, mais chacun d'eux n'aura droit qu'à la portion qui aurait été dévolue à leur ascendant.

*b) Réserve du conjoint en présence d'ascendants légitimes  
et d'enfants naturels.*

Nous avons dit que lorsqu'il n'y a pas de postérité légitime, le conjoint, les ascendants légitimes et les enfants naturels ont des droits héréditaires égaux. La loi leur assure une réserve qui est d'un sixième pour le conjoint, un sixième pour les ascendants légitimes les plus proches et enfin un sixième pour les enfants naturels, de telle sorte que la quotité disponible est de la moitié de la succession. Si une quelconque de ces trois séries vient à faire défaut, chacune des autres reçoit un cinquième, et la portion disponible est des trois cinquièmes. S'il existe une seule de ces séries, elle prend un tiers des biens et le testateur peut disposer des deux autres tiers. Remarquons que les enfants légitimes de l'enfant naturel du *de cujus* viendront à la succession en représentation de leur père. Il en sera de même pour les descendants légitimes plus éloignés des enfants naturels, pourvu qu'entre les uns et les autres il n'y ait aucune génération illégitime, et les descendants

qui n'auront pas la qualité de légitime n'auront aucun droit à la succession de leur ascendant naturel. On peut déduire ce droit à la représentation de la disposition de l'article 717 et cette exclusion du silence gardé par l'article 782 par rapport aux descendants naturels (1).

*c) Réserve du conjoint en présence de descendants naturels  
du de cujus lui-même enfant naturel.*

Si l'enfant naturel ne laisse pas de descendants légitimes, mais un conjoint et des descendants naturels, le conjoint aura droit à une réserve qui sera du cinquième de la succession. A défaut d'enfants naturels, le survivant des époux viendra en concours avec les ascendants et prendra une réserve qui sera encore d'un cinquième de la succession. Lorsque les enfants naturels et les ascendants font défaut, l'époux survivant aura droit à une réserve du tiers de la succession. Dans tous ces cas, les ascendants ne concourent pas avec les enfants naturels, mais seulement avec le conjoint survivant. En effet, les enfants naturels ont une réserve et de même que les descendants légitimes excluent les ascendants légitimes, de même les enfants naturels doivent exclure les ascendants naturels. Sans cela la loi serait illogique avec elle-même et aurait un système différent suivant que les deux lignes seraient toutes deux légitimes ou toutes deux illégitimes.

(1) Article 717. Entre ascendants la représentation n'existe pas le plus proche exclut toujours les autres.

## CHAPITRE VII

DROITS DU CONJOINT SURVIVANT QUAND LE TESTATEUR DISPOSE D'UN USUFRUIT OU D'UNE RENTE VIAGÈRE DONT LES REVENUS SONT SUPÉRIEURS A LA QUOTITÉ DISPONIBLE OU ALIÈNE A FOND PERDU OU AVEC RÉSERVE D'USUFRUIT UNE PARTIE DE SES BIENS.

### SECTION 1. — Droits du conjoint quand le testateur dispose d'un usufruit ou d'une rente viagère dont les revenus sont supérieurs à la quotité disponible.

Quand le testateur dispose d'un usufruit ou d'une rente viagère, dont les revenus dépassent la quotité disponible, le conjoint survivant peut ou exécuter cette disposition, ou abandonner la propriété de la quotité disponible (art. 785). Le conjoint aura les mêmes droits dans le cas où le testateur aurait disposé de la nue-propriété d'une portion supérieure à la quotité disponible. De cette façon, on évite les difficultés qui pourraient surgir dans l'évaluation de l'usufruit, de la rente viagère et de la nue-propriété pour savoir si la réserve a été entamée.

Le calcul de la valeur vénale de l'usufruit est, en effet, très difficile, car il tient autant à la qualité de l'usufruitier qu'à celle du fonds. Le conjoint survivant pourra obtenir la jouissance immédiate et libre de sa réserve sans évaluer

l'usufruit. Le survivant des époux devra prouver avant tout que les revenus de l'usufruit et de la rente viagère excèdent la quotité disponible. Mais il n'aura aucun droit d'option si le testateur dispose d'un usufruit de la moitié, du tiers, ou de toute autre portion des biens qui n'excèdent pas la quotité disponible.

Sous la qualification d'usufruit, on doit comprendre aussi le droit d'usage et d'habitation, et il est indifférent que le testateur ait disposé d'un usufruit ou d'une rente viagère par testament ou par donation, qu'il l'ait fait purement et simplement ou à terme ou sous condition résolutoire. Si le legs a été fait sous condition suspensive, le conjoint attendra que la condition se réalise pour faire usage de son droit ; le choix une fois fait est définitif et les donataires et légataires acquièrent en même temps le droit de faire exécuter la disposition ou d'obtenir la quotité disponible. Si le conjoint survivant et d'autres héritiers à réserve concourent ensemble, ils pourront prendre des parts différents, les uns pourront opter pour l'usufruit ou la rente viagère, les autres pour l'exécution en pleine propriété de la quotité disponible. Si, par hasard, l'usufruit est établi sur un corps certain, indivisible, ou s'il s'agit d'un droit d'usage, les héritiers se mettront d'accord pour abandonner la propriété de la quotité disponible à celui qui veut respecter les droits d'usage ou d'habitation et dans la part duquel est entré l'objet ou l'immeuble. L'abandon de la quotité disponible aura pour effet, non seulement de convertir l'usufruit et la rente viagère en

propriété, mais aussi de changer le titre et les caractères d'acquisition ; les donataires et les légataires de l'usufruit ou de la rente viagère deviennent des héritiers à titre universel de la quotité disponible et ne sont pas contraints d'exécuter les charges ou conditions imposées par le testateur ou le donataire pour la jouissance de l'usufruit ou de la rente viagère.

Le conjoint survivant pourra opérer l'abandon de la quotité disponible, sans formes spéciales ; il suffira d'une simple déclaration faite aux légataires. Si cet abandon n'est pas accepté, il ne restera au conjoint qu'à faire des offres, si la fortune est en capitaux et si elle est faite d'immeubles, à provoquer la nomination d'un séquestre judiciaire auquel il fera délivrance des biens.

Quand l'abandon intéresse plusieurs personnes, le conjoint agira contre toutes collectivement, sauf aux légataires à se concerter et à procéder au mieux de leurs intérêts. Cet abandon de la propriété n'est point une règle d'ordre public et le testateur ainsi que les héritiers d'accord avec les légataires peuvent y déroger. Le législateur vénézuélien donne la même solution lorsqu'on se trouve en présence d'un legs en nue propriété dépassant la quotité disponible, et pourtant la situation n'est pas la même. Le legs d'usufruit fera subir au conjoint survivant une diminution temporaire en jouissance qui se trouve compensée par le surplus qu'il reçoit en nue propriété. Au contraire, quand il s'agit d'un legs en nue propriété, la situation est moins favorable. Car le réservataire a un droit de jouissance

plus étendu sans doute, mais temporaire et intransmissible. Il pourra aussi être porté à exécuter le legs et à dépenser ses revenus sans qu'il n'en reste rien pour la famille qu'un simple profit passager.

**SECTION II. — Droits du conjoint en présence d'aliénations à fonds perdu ou avec réserve d'usufruit faite par le défunt à son profit.**

La valeur en pleine propriété des biens aliénés au profit du conjoint survivant à fonds perdu ou avec réserve d'usufruit sera imputée à la quotité disponible et l'excédent sera réuni à la masse. Seuls les héritiers réservataires qui n'auront pas donné leur consentement peuvent demander cette réunion et cette imputation. L'article dont nous nous occupons se rapporte à toutes les aliénations à fonds perdu sans distinguer si elles ont été faites avec ou sans réserve d'usufruit et à toutes les aliénations faites avec réserve d'usufruit. Pour pouvoir opérer ces imputations et savoir si le testateur a par ses libéralités entamé la quotité disponible, on devra réunir fictivement les biens donnés par le testateur à ceux existants à son décès ; si la quotité disponible a été dépassée, la chose restera aux mains du conjoint jusqu'à concurrence de la portion disponible et le reste sera réuni à la masse, dans laquelle naturellement le conjoint aura droit à sa réserve.

Si la quotité disponible a été respectée par le testateur, le conjoint conservera la propriété de la chose et son droit à prendre sa réserve dans le reste de la succession.<sup>4</sup>

La loi considère ces aliénations comme des donations faites avec dispense de rapport. Pour que cet article puisse s'appliquer, il faut que l'acquéreur ait la qualité d'héritier légitimaire, c'est-à-dire être soit un enfant, un descendant ou un ascendant du défunt.

Peu importe que l'héritier légitimaire ait eu cette qualité au moment de l'aliénation et de la mort du *de cujus* ou seulement à son décès. La présomption que contient cet article est *juris et de jure*, de telle sorte que le conjoint légitimaire ne sera pas admis à prouver que l'acquisition qu'il a faite a été à titre onéreux, même en prouvant qu'il a fait au défunt des prestations annuelles qui excèdent le revenu des biens et que pour cette raison ou pour une autre, il a payé le prix de l'immeuble.

On peut déduire des termes exprès de la loi qu'on doit imputer le prix de l'immeuble sans tenir compte de l'usufruit dont a bénéficié le défunt, ni des prestations annuelles qu'il a reçues.

Lorsque les héritiers légitimaire<sup>s</sup> donnent leur consentement à l'aliénation à fonds perdu, la présomption de donation cesse, parce que tout danger de fraude est écarté. Ceux qui ont donné leur consentement restent obligés, quand bien même les autres n'aient pas consenti, en sorte que l'aliénation sera considérée comme onéreuse vis-à-vis des uns et gratuite vis-à-vis des autres qui seuls pourront demander l'imputation et la réunion à la masse.

## CHAPITRE VIII

DANS QUELLE MESURE LE CONJOINT DOIT-IL TENIR COMPTE POUR  
L'EXERCICE DE SON DROIT DES LIBÉRALITÉS QU'IL A REÇUES  
DU DÉFUNT.

Le conjoint doit imputer sur sa réserve tout ce qu'il a reçu du défunt par testament et tout ce qu'il a acquis par les *capitulations matrimoniales* et les donations confirmées par la mort du donateur (art. 787). Nous avons étudié quelle était la quotité dont le défunt avait pu disposer. Il peut donc se faire que le *de cujus* ayant laissé un legs d'une certaine somme à son conjoint, celui-ci prétende réclamer, en outre, sa réserve. Supposons que Primus décède, laissant une veuve et un enfant légitime et une fortune de 200.000 francs. Par testament, il laisse à son épouse la moitié de sa fortune et un quart à un légataire. Quels seront dans cette circonstance les droits respectifs des ayants droit ? La réserve est ici de la moitié de la succession, dont un quart pour l'enfant légitime et un autre quart pour l'époux survivant. On devra ensuite imputer sur la réserve du conjoint ce qu'il a reçu par testament, autrement dit la moitié des biens. Ce qui fait que le conjoint aura sa réserve d'un quart en propriété, plus la moitié de la succession qu'il a reçue par testament diminuée

d'un quart qu'on imputera sur sa réserve. En définitive, il aura 100.000 francs, moitié de la succession en propriété ; l'enfant légitime aura un quart, c'est-à-dire 50.000 francs et le tiers prendra un autre quart.

L'époux survivant devra encore imputer sur sa réserve tout ce qu'il a acquis par les *capitulacions matrimoniales*, seuls les gains résultant de la société conjugale restent en dehors de cette imputation. Au Vénézuéla, le régime légal est celui de la communauté réduite aux acquêts et les époux, à la dissolution de la communauté, ont droit « à la moitié des acquêts, aux bénéfices obtenus durant le mariage ». Le survivant des époux n'est tenu de faire aucune imputation de ces bénéfices. En effet, il les doit, non pas à la générosité du défunt, mais à son travail, à sa manière d'être, aux économies qu'il a su réaliser.

Mais il a été loisible aux époux, au moment du mariage, tout en acceptant la communauté réduite aux acquêts, de s'avantager mutuellement, ou l'un d'eux a pu consentir à faire au profit de l'autre certains sacrifices pécuniaires. C'est précisément ce cas qu'envisage l'article 787.

Les époux peuvent, bien entendu, dresser un contrat de mariage à leur convenance, pourvu qu'il ne soit pas contraire aux lois. Quant aux donations elles sont prohibées entre époux, mais elles sont validées par la mort du donateur, si celui-ci meurt avant le donataire sans les avoir révoquées (art. 1039). C'est pour cela que l'article 787 oblige le conjoint survivant à imputer sur sa réserve « les donations confirmées par la mort du donateur ». Le légis-

lateur vénézuélien a voulu conserver la pureté du mariage, écarter toute idée de vénalité de la part des époux et empêcher que l'un d'eux ne demandât à l'autre en retour d'un amour simulé et de l'accomplissement de ses devoirs, la fortune et la richesse. Ce danger n'existe pas, lorsque la donation ne devient effective qu'à la mort du donateur. Celui-ci peut, sa vie durant, révoquer la donation et recouvrer les biens donnés. L'ancienne jurisprudence vénézuélienne exigeait encore pour que la donation ne fût pas valide que le donateur s'appauvrit et que le donataire enrichisse son patrimoine, sans cela la donation était considérée comme valable, par exemple si quelqu'un laisse ses biens à un mari, en lui substituant sa femme, la renonciation que fera le mari profitera à cette dernière et cette donation était considérée comme valable.

Le législateur en obligeant le survivant des époux à faire ces imputations a voulu empêcher qu'un des conjoints, au moyen de libéralités antérieures, puisse favoriser l'autre conjoint au détriment des héritiers réservataires et ne pas observer l'article 744 qui déclare que « le conjoint « en secondes ou ultérieures noces ne peut laisser au conjoint survivant une part supérieure à celle qu'il laisse « au moins favorisé des enfants de l'un quelconque des « mariages antérieurs ».

Nous avons terminé l'étude des droits du conjoint survivant au Vénézuéla, il nous reste maintenant à exposer le droit français ; le législateur français, comme nous le verrons, n'a pas cru dans une loi récente devoir accorder

l'époux survivant la pleine propriété, mais seulement un droit d'usufruit et exceptionnellement un droit de propriété.

Toutes les facultés de droit et toutes les cours d'appel, dans une consultation célèbre, ont donné dans ce sens des raisons qui nous semblent décisives.

APPENDICE. — *Code civil vénézuélien : Livre troisième,  
Titre III, Section I.*

ART. 723. — « Au père, à la mère et à tout ascendant  
« succèdent les enfants légitimes ou leurs descendants  
« légitimes. »

ART. 724. — « *Le veuf ou la veuve concourt avec les*  
« *descendants et prend une quotité égale à celle d'un*  
« *enfant.* »

ART. 725. — « Si le défunt n'a pas laissé de postérité  
« légitime, son conjoint, ses ascendants légitimes et ses  
« enfants naturels lui succèdent. La succession se divise  
« en trois parties, *une pour le conjoint*, une pour les ascen-  
« dants légitimes et l'autre pour les enfants naturels.  
« A défaut de conjoint, la moitié de la succession est dévo-  
« lue aux ascendants légitimes et le reste aux enfants  
« naturels.

« *S'il y a un conjoint et des ascendants légitimes, et les*  
« *enfants naturels font défaut, la succession se divise en*  
« *deux parties égales, une qui correspond au conjoint et*  
« *l'autre aux ascendants légitimes.*

« S'il n'y a pas de conjoint ni d'enfants naturels, le  
« tout appartient aux ascendants légitimes.

« Quand il n'y a qu'un seul ascendant au degré le plus  
« proche, *celui-ci* succède à tous les biens ou à toute la  
« portion héréditaire des ascendants. »

ART. 726. — « Quand il n'y a pas d'ascendants légiti-  
« mes, mais un conjoint, des enfants naturels et des frè-  
« res et sœurs légitimes ou leurs descendants légitimes, le  
« conjoint prend un tiers, les frères et sœurs légitimes ou  
« leurs enfants légitimes un tiers et les enfants naturels  
« un autre tiers. A défaut d'ascendants légitimes et de con-  
« joint la moitié de la succession est dévolue aux frères et  
« sœurs légitimes et à leurs enfants légitimes, et le reste  
« aux enfants naturels.

« S'il y a un conjoint et des frères et sœurs légitimes et des  
« enfants légitimes de ceux-ci, la succession se divisera en  
« deux parties, une pour le conjoint et l'autre pour les frè-  
« res et sœurs légitimes et leurs enfants légitimes.

« Si les frères et sœurs légitimes et leurs enfants légiti-  
« mes font aussi défaut, toute la succession correspond au  
« conjoint.

« A défaut de conjoint, d'ascendants légitimes, de frères  
« et sœurs légitimes et de leurs enfants légitimes, les  
« enfants naturels prennent toute la succession.

« A défaut de conjoint, d'ascendants légitimes et d'en-  
« fants naturels, la totalité de la succession est déférée aux  
« frères et sœurs légitimes et à leurs enfants légitimes.

« Les enfants de frères et sœurs ne sont appelés à la succession qu'à défaut de leurs parents.

« Quand des frères et sœurs consanguins ou utérins concourent avec des frères et sœurs germains, chacun d'eux prendra une portion égale à la moitié de la quotité qui correspond à chacun d'eux.

« Les enfants des uns et des autres se distribueront entre eux la quotité qui aurait été dévolue à la personne qu'ils représentent. »

ART. 727. — « Quand il n'y a pas de postérité légitime, les enfants adoptifs concourent avec les personnes appelées à succéder par les deux articles antérieurs, mais ils prendront seulement une quotité égale à celle de la moins favorisée de ces personnes, quotité qui n'excédera dans aucun cas le cinquième des biens.

« L'enfant adoptif n'a pas de droits successoraux dans la famille du père adoptant et de même celui-ci ne les a pas vis-à-vis de l'enfant adoptif ni vis-à-vis de sa famille. ».

ART. 728. — « A défaut de descendants, ascendants, frères et sœurs légitimes et leurs enfants légitimes, *du conjoint survivant*, des enfants naturels, les autres collatéraux légitimes succèdent au défunt suivant les règles suivantes :

« 1° Le collatéral ou les collatéraux au degré le plus proche excluent toujours les autres.

« 2° Les droits de succession des collatéraux ne s'étendent pas au delà du huitième degré.

« 3° Les collatéraux de simple conjonction c'est-à-dire  
« ceux qui sont seulement parents du défunt par leur père  
« ou par leur mère, jouissent des mêmes droits héréditaires  
« que les collatéraux de double conjonction, c'est-à-dire  
« ceux qui sont parents du défunt par leur père et par  
« leur mère.

« 4° Dans ces mêmes cas, l'enfant adoptif a droit au  
« cinquième. »

ART. 729. — « Si le défunt est enfant naturel et ne laisse  
« pas de descendants légitimes, la moitié de la succession  
« est dévolue à son conjoint et l'autre moitié à ses enfants  
« naturels. A défaut de conjoint, les enfants naturels lui  
« succèdent.

« S'il ne laisse pas d'enfants naturels, mais des ascen-  
« dants et un conjoint, ceux-ci prendront la moitié de la  
« succession et celui-ci l'autre moitié.

« Si le conjoint aussi fait défaut, les ascendants succè-  
« dent à la totalité de la succession.

« Ces ascendants succèdent conformément à ce qui est  
« dit à l'article 718.

« A défaut d'enfants naturels et d'ascendants, le con-  
« joint succède à toute la succession.

« Si le conjoint non plus n'existe pas, ses frères et  
« sœurs, neveux et nièces, prennent toute la succession sui-  
« vant les règles établies à l'article 719, sans que la circons-  
« tance d'être ceux-ci des enfants légitimes donne lieu à  
« une préférence.

« L'enfant adoptif a dans cette succession les droits que  
« lui accorde l'article 727. »

ART. 730. — « Les droits héréditaires accordés par les  
« articles précédents aux parents naturels présupposent  
« que ceux qui essaient d'hériter et ceux qui se rattachent  
« au défunt ont pu reconnaître vu être reconnus légale-  
« ment et qu'une telle reconnaissance, quand elle est né-  
« cessaire, a été effectuée ; cependant dans les cas 1, 2, 3  
« de l'article 268, ils pourront respectivement réclamer des  
« aliments, conformément aux principes établis au titre  
« de la matière ; les aliments leur seront accordés en pro-  
« portion du capital du défunt et vu le nombre et la si-  
« tuation des héritiers légitimes. Ces aliments ne pour-  
« ront pas entamer la réserve des héritiers, ni être exi-  
« gés si ceux-ci se trouvent également dans le besoin et  
« la succession n'était pas suffisante. »

ART. 731. — « Le *conjoint survivant*, contre qui le dé-  
« funt a obtenu un jugement de divorce ou de sépa-  
« ration de corps passé en force de chose jugée, n'aura pas  
« les droits héréditaires accordés dans les articles anté-  
« rieurs, à moins que dans le premier cas un nouveau  
« mariage ait été célébré ou que, dans le second, il y ait  
« eu une réconciliation. »

ART. 732. — « A défaut de tous les héritiers *ab intestat*  
« désignés dans les articles précédents, la succession est  
« dévolue au patrimoine de la nation, avec destination  
« moitié à l'instruction publique et moitié à l'assistance  
« publique. »

*De la réserve.*

ART. 779. — « La *legitima* est une quotité de la succession qui est due en pleine propriété aux descendants, aux ascendants et au *conjoint survivant* qui n'est pas légalement séparé de biens, conformément aux articles suivants.

« Le testateur ne peut soumettre la *legitima* à aucune charge ni condition. »

ART. 780. — « La *legitima* est la moitié des biens du testateur, si celui-ci son décès ne laisse pas plus de deux enfants légitimes ; deux tiers s'il en laisse trois ou un plus grand . Pour la détermination de la *legitima* désignée article, on comptera parmi les enfants le *conjoint survivant*. »

ART. 781. — « Sous le nom d'enfants, l'article précédent comprend les enfants légitimes et leurs descendants légitimes, mais ceux-ci ne comptent que pour l'enfant qu'ils représentent. »

ART. 782. — « Si le testateur ne laisse pas d'enfants ni de descendants légitimes, mais un *conjoint*, un ou plusieurs ascendants légitimes et descendants naturels, la *legitima* est des trois sixièmes de la succession, dont un correspond au *conjoint*, un autre à l'ascendant ou aux ascendants, l'autre au fils ou aux fils naturels.

« Si un enfant ou des enfants naturels ou le *conjoint* concourent avec un ou plusieurs ascendants, la *legitima* sera des deux cinquièmes de la succession, l'ascendant

« ou les ascendants en prendront un, et l'autre *ou le conjoint* ou l'enfant naturel ou les enfants naturels.

« Une quotité égale correspond à l'enfant naturel ou  
« aux enfants naturels et *au conjoint* quand ils concourent  
« seuls. S'il y a seulement des descendants, un conjoint  
« ou des enfants naturels, la *legitima* sera du tiers de la  
« succession. Si les ascendants ne sont pas au même de-  
« gré, la *legitima* appartient tout entière au plus proche  
« dans l'une ou l'autre ligne. »

ART. 783. — « Si l'enfant naturel ne laisse pas de des-  
« cendants légitimes, *mais un conjoint* et des descendants  
« naturels, la réserve sera de deux cinquièmes de la suc-  
« cession, *l'un pour le conjoint*, l'autre pour les descen-  
« dants. »

ART. 784. — « Si le *de cujus* laisse un conjoint et des as-  
« cendants, la *legitima* de ce dernier est d'un cinquième et  
« un cinquième celle des derniers. *S'il laisse seulement un*  
« *conjoint*, ascendants ou enfants naturels, la « *legitima* »  
« sera d'un tiers de la succession.

« Les ascendants ne concourent pas dans ces cas avec  
« les descendants naturels. »

ART. 785. — « Quand le testateur dispose d'un usufruit  
« ou d'une rente viagère, dont les revenus excèdent celui  
« de la quotité disponible, les héritiers réservataires peu-  
« vent opter entre l'exécution de cette disposition ou  
« l'abandon de la propriété de la quotité disponible. Le  
« même choix appartient aux légitimaires, dans le cas où il

« a été disposé de la nue propriété d'une quantité qui  
« dépasse la quotité disponible. »

ART. 786. — « On imputera sur la quotité disponible la  
« valeur en pleine propriété des biens aliénés au profit  
« d'un légitimaire, à fonds perdu ou avec réserve d'usu-  
« fruit, et l'excédent sera réuni à la masse.

« Cette collation et cette imputation ne peuvent être  
« demandées que par les légitimaires qui n'ont pas donné  
« leur consentement à l'aliénation. »

ART. 787. — « On imputera au conjoint sur sa réserve,  
« en plus de ce qu'il a reçu par testament, tout ce qu'il a  
« acquis par les capitulations matrimoniales et les dona-  
« tions confirmées par la mort du donateur suivant ce  
« qui est exprimé au titre des donations ; et à l'enfant  
« naturel tout ce qu'il aura reçu de son père par donation  
« ou par testament. »

ART. 744. — « Le conjoint en secondes ou ultérieures  
« noces ne peut laisser au conjoint survivant une part  
« supérieure à celle qu'il laisse au moins favorisé des  
« enfants de l'un quelconque des mariages antérieurs. »

## DEUXIÈME PARTIE

### DES DROITS DU CONJOINT SURVIVANT EN FRANCE

---

#### CHAPITRE PREMIER

##### SITUATION DU CONJOINT SURVIVANT SOUS LE CODE CIVIL.

En 1789, au moment où la révolution abolissait les institutions politiques de l'ancien régime, on avait le désir d'établir une législation unique, une règle uniforme pour toute la France.

Le législateur à cette époque voulait faire table rase de tout l'ancien édifice social et édicter des lois qui dans sa pensée ne devaient avoir qu'un caractère transitoire.

Il promulgua la loi du 17 nivôse an II.

Tous les anciens droits, les anciens privilèges furent abolis ; mais les époux purent se faire mutuellement des donations ; soit la moitié de tous leurs biens en usufruit lorsqu'ils avaient des enfants communs ou d'un premier lit, soit à défaut d'enfants telles libéralités qu'ils voulaient. La situation du conjoint était donc assez favorable ; il avait

un droit de succession *ab intestat* qu'il ne pouvait exercer qu'en l'absence de tout héritier, et il pouvait suivant les cas recevoir de son époux des donations plus ou moins grandes. Mais il restait cependant à la merci de son conjoint qui pouvait ou non lui faire des libéralités.

La loi de nivôse, en abolissant toutes les anciennes institutions du droit successoral, avait été trop loin.

Pourtant la situation faite au conjoint survivant ne fut pas améliorée par les rédacteurs du Code civil qui se bornèrent à consacrer le système suivi par le droit intermédiaire.

L'article 767 du Code civil était ainsi conçu :

« Lorsque le défunt ne laisse ni parents au degré successible, ni enfants naturels, les biens de la succession  
« appartiennent au conjoint qui lui survit. »

On attribue le rang éloigné donné par le Code civil au conjoint survivant à une méprise de ses rédacteurs.

On lit en effet dans le procès-verbal de la séance du Conseil d'État du 7 nivôse an XI (1) :

« Les articles 55 à 60 du projet (767 à 773 du Code) sont  
« adoptés.

« M. Malleville observe qu'on a omis dans ce chapitre IV des successions irrégulières, une disposition reçue  
« par la jurisprudence qui donnait une portion à l'époux  
« lorsqu'il était pauvre et ne recueillait pas la succession.

« M. Treilhard répond que par l'article 55 on lui accorde  
« l'usufruit du tiers des biens. »

(1) Fenet, *Travaux préparatoires du Code civil*, t. XXII, p. 38 ; Locré, t. V, p. 59.

Cette réponse de Treilhard contient une erreur dans le numéro de l'article qui n'a aucun rapport avec la substance de la réponse.

L'article 55 du projet, 768 du Code, disait : « A défaut de conjoint, la succession est acquise à la république. »

C'était l'article 40 et non pas l'article 55 qui faisait mention d'un droit d'usufruit.

L'article 40 était ainsi conçu : « Dans le cas de l'article précédent, le père ou la mère survivant a l'usufruit du tiers des biens auxquels il ne succède pas en propriété ».

Cet article 40 accordait donc un usufruit non pas au conjoint survivant, mais au mourant des père et mère en concours avec des collatéraux ordinaires.

Il est étrange que cette prétendue méprise du Conseil d'État n'ait été relevée par aucun des autres corps qui ont eu à l'examiner avant la promulgation du Code civil.

Elle eut pour effet de priver l'époux survivant du droit d'usufruit que tous les rédacteurs du Code avaient l'intention de lui accorder.

Les conventions matrimoniales, les dispositions entre-vifs ou testamentaires vinrent heureusement atténuer les effets de ce fâcheux système.

Remarquons pour être juste que si le conjoint survivant ne prime que le fisc, il n'avait pas été totalement oublié par le Code civil, qui attribue à la veuve certains droits de viduité.

Les articles 1481 et 1570 allouent à la veuve les frais de

deuil quel que soit le régime matrimonial sous lequel elle était mariée.

L'article 1465 accorde à la veuve commune en biens le droit à la nourriture et à l'habitation pendant les délais fixés pour faire inventaire et délibérer.

L'article 1492 confère à la veuve qui renonce à la communauté le droit de reprendre les linges et hardes à son usage. Les dispositions du Code civil furent à juste titre l'objet d'une réprobation presque universelle. « Nous ne  
« craignons pas d'appeler dérisoire, dit M. Boissonade, le  
« rang auquel la loi appelle le conjoint survivant à la  
« succession du conjoint prédécédé..... Quel étrange sys-  
« tème que celui de la loi ! Les époux se doivent pendant  
« la vie secours et assistance et c'est au moment où le se-  
« cours est devenu indispensable qu'il est refusé. »

Une réforme s'imposait, elle commença par se faire pour des cas particuliers par des lois spéciales (1).

(1) Voir aussi l'appréciation de M. Bathie dans la *Revue critique*, t. XXVIII, 2<sup>e</sup> livraison, p. 143, et de M. Rodière dans le *Recueil de l'Académie de législation de Toulouse*, 1836, p. 1836 et suiv. ; Paul Gide, *Revue historique du droit français et étranger*, 1866.

## CHAPITRE II

### LOIS MODIFIANT LA SITUATION DU CONJOINT ANTÉRIEURES A LA LOI DU 9 MARS 1891

Les décrets des 1<sup>er</sup> mars 1808 et 24 août 1812 confèrent aux veuves du titulaire d'un majorat une pension viagère prélevée sur les revenus du majorat.

La quotité de cette pension était variable suivant les cas.

L'ordonnance des 11-14 avril 1831 sur les pensions de l'armée de terre accorde aux veuves des militaires une pension, elle fut suivie par la loi du 18 avril 1831 sur les pensions de l'armée de mer, qui reproduit les dispositions de l'ordonnance sur les pensions de l'armée de terre.

Vint ensuite la loi du 9 juin 1853 sur les pensions civiles; elle accorde à la veuve, par son article 13, une pension égale au tiers de celle que le mari avait obtenue ou à laquelle il aurait eu droit.

Le droit de la veuve ne prend naissance que si le mariage a été consacré six mois au moins avant la cessation des fonctions du mari.

En 1866, nous trouvons une loi très importante, relative aux droits d'auteurs d'œuvres littéraires et artistiques.

La veuve de l'auteur d'ouvrages imprimés ou gravés

avait déjà, en vertu du décret du 5 février 1810, un droit viager sur les œuvres de son mari.

La loi de 1866 apporte des innovations considérables.

Elle porte à cinquante ans à partir du décès de l'auteur les droits des ayants cause de celui-ci et déclare dans son article 1<sup>er</sup> que le conjoint survivant aurait en plus des droits pouvant résulter en sa faveur de sa qualité d'époux commun en biens, la jouissance des droits dont l'auteur n'aurait pas disposé par acte entre vifs ou par testament. La loi confère ce droit de jouissance non seulement à la veuve, mais au mari veuf d'une femme auteur, et dit expressément que la jouissance du conjoint devra, le cas échéant, être réduite au profit des héritiers réservataires. Enfin le conjoint contre lequel un jugement de séparation de corps a été prononcé, ou qui contracte un second mariage, ne peut pas prétendre aux droits de l'auteur prédécédé.

D'après la loi du 28 mars 1873 relative aux « déportés à la Nouvelle-Calédonie », ceux-ci peuvent recevoir une concession provisoire, qui peut devenir définitive au bout de cinq ans.

La loi a accordé à l'époux survivant, qui a habité avec le défunt, un droit de succession sur la concession faite au condamné, et même sur les autres biens qu'il avait pu acquérir dans la colonie.

Le conjoint survivant avait le tiers en usufruit en présence de descendants légitimes, la moitié en propriété quand il n'y en avait pas.

Nous pouvons citer encore le décret du 18 janvier 1895 qui donne à la veuve du condamné à la transportation, qui a habité avec lui, la moitié de la concession en usufruit quand il y a des enfants, le total en propriété quand il n'y en a pas. Toutes ces lois spéciales adoucissaient le sort du conjoint survivant, dans certains cas, mais il était nécessaire et urgent de faire une réforme pour améliorer d'une façon générale la situation du conjoint survivant.

## CHAPITRE III

### SITUATION DU CONJOINT SURVIVANT SOUS LA

LOI DU 9 MARS 1891.

#### SECTION I. — Ses origines.

En 1872 (1), M. Delsol présenta à l'Assemblée Nationale un projet de loi d'après lequel les droits de succession du conjoint survivant se trouvaient sensiblement augmentés.

Dans le projet primitif, le conjoint survivant était appelé à la succession de la pleine propriété après le sixième degré de parenté. Mais après le retour de la consultation des pouvoirs publics, des cours et des Facultés de droit, M. Delsol modifia son projet, et le conjoint survivant dans le projet amendé reprit le rang que lui assignait l'article 767 du Code civil.

Les événements politiques empêchèrent cette proposition d'aboutir ; l'Assemblée Nationale se sépara avant de l'avoir discutée.

En 1876 (2), M. Delsol reprit sa proposition devant le Sénat. Celui-ci vota la prise en considération de ce projet

(1) *J. off.*, 22 mai 1872, p. 3396 ; *J. off.*, 7 juin 1872, p. 3821.

(2) *J. off.*, 16 mars 1876 ; *J. off.*, 4 mars 1877, p. 1665 ; *J. off.*, 7 et 10 mars 1877 ; *J. off.*, 23 novembre 1877, p. 7595.

et nomma une commission spéciale à l'effet d'étudier la question.

La proposition votée par le Sénat fut transmise à la Chambre des députés en 1881, puis de nouveau en 1885.

M. Piou fut nommé rapporteur par la Chambre et déposa son rapport sur le bureau de la Chambre le 20 mars 1886 (1). « Rejeter l'époux à l'avant-dernier rang de l'ordre successoral, s'écriait M. Piou, c'est en réalité l'exclusion. Cette exclusion à peu près absolue est-elle conforme à la dignité du mariage, à l'intérêt des familles, aux principes de justice supérieure dont la loi doit être l'expression ? »

Et plus loin : « L'injustice de la législation actuelle est si criante, le mouvement d'opinion qu'elle provoque si profond qu'à trois reprises différentes, dans le cours de ces trente-cinq dernières années, des lois spéciales sont venues faire brèche au système rigoureux du Code civil. »

Enfin, après plusieurs renvois et des remaniements successifs par les deux Chambres, la proposition de loi de M. Delsol aboutit à la loi actuelle du 9 mars 1891 (2).

## SECTION II. — Nature et caractère juridique du droit accordé à l'époux survivant.

L'article 767 nouveau augmente dans une large mesure les droits de succession du conjoint survivant, qui con-

(1) *J. off.*, 9 novembre 1886, p. 4292, n° 565.

(2) Zeglicki, *Revue critique*, 4892 ; *J. off.*, 10 mars 1891, p. 1141.

serve néanmoins sa qualité de successeur irrégulier. Si l'on remonte cependant à l'ancien droit français, on y trouve que la femme avait la saisine de son douaire. Malgré cette raison historique, M. Delsol déclara formellement lors de la discussion du projet de loi en 1877, que le conjoint devait rester parmi les successeurs irréguliers et qu'il n'y avait pas lieu de lui accorder la saisine. Il faut donc conclure que l'époux n'a pas la saisine et que, par suite, il n'est tenu du paiement des dettes qu'*intra vires hereditatis*.

Et même d'après le système de la jurisprudence, qui considère les successeurs irréguliers universels ou à titre universel comme tenus du paiement des dettes de la succession *ultra vires*, le conjoint survivant n'est tenu des dettes qu'*intra vires*, tout au moins quand il est en présence de successibles du *de cuius*, car dans cette circonstance il ne recueille qu'un droit d'usufruit.

L'usufruitier d'une quote-part de la succession n'est pas, en effet, un légataire à titre universel, mais un légataire à titre particulier. « L'usufruitier, a écrit Laurent, n'a jamais « qu'un démembrement de la propriété, la jouissance ; « donc, son droit porte toujours sur un objet particulier, « ou déterminé, et par conséquent l'usufruitier, fût-il universel, implique toujours un titre particulier (1). »

On discuta longuement, avant la loi de 1891, la question de savoir quelle serait la nature du droit qu'on devait accorder à l'époux survivant, en présence d'héritiers.

(1) Laurent, *Principes de droit civil*, t. VII, n° 17.

Certains voulaient lui conférer un droit de pleine propriété, d'autres un simple droit d'usufruit, d'autres enfin ne voulaient accorder au conjoint survivant qu'une pension alimentaire.

M. Delsol préconisait un droit de propriété pour l'époux en présence d'héritiers du sixième degré, mais en 1877 après la consultation des facultés de droit et des cours d'appel, il se prononça en faveur d'un droit d'usufruit.

L'article 767 nouveau accorde à l'époux survivant un droit d'usufruit en présence de parents au degré succés-sible, d'un droit de propriété, par préférence à l'Etat, en présence de collatéraux très éloignés.

Mais la loi ne confère pas cet usufruit au conjoint à titre de réserve.

« Si le conjoint survivant ne recueille pas un usufruit  
« à titre d'héritier légitime, à plus forte raison ne doit-il pas  
« le recueillir à titre d'héritier à réserve. Nous avons eu  
« plusieurs fois l'occasion de dire que l'usufruit légal du  
« conjoint ne devait être envisagé que comme un usufruit  
« voulu tacitement par le prémourant des époux, que  
« cette volonté des époux demeure toujours la règle suprê-  
« me et qu'elle peut toujours priver le conjoint du droit  
« qui lui est attribué.

« Votre commission écarte donc toute idée de réserve,  
« il faut qu'un époux puisse exclure un conjoint, si celui-  
« ci a une fortune suffisante ou s'il a donné au défunt de  
« justes sujets de mécontentement (1). »

(1) Rapport de M. Delsol au Sénat, *J. off.*, 4 mars 1877, p. 1668.

Il est donc facile à l'époux prémourant d'exhérer un conjoint, soit dans un testament régulier où il aura déclaré sa volonté formelle d'exclure le survivant de sa succession, soit sans formuler aucune exclusion, en disposant valablement de son patrimoine au profit d'autres personnes que son époux.

## CHAPITRE IV

### OUVERTURE DES DROITS DU CONJOINT SURVIVANT.

#### ÉTENDUE DE SES DROITS.

#### SECTION I. — *L'époux prédécédé ne laisse aucun parent au degré successible.*

L'article 767 nouveau accorde, comme le faisait l'ancien article 767, à l'époux survivant le droit de succéder en pleine propriété à son conjoint prédécédé, quand celui-ci ne laisse ni parents au degré successible, ni enfants naturels, ou même en présence d'enfants naturels s'ils ont été reconnus dans les conditions prévues par l'article 337.

Le premier alinéa du nouvel article 767 est ainsi conçu :  
« Lorsque le défunt n'a ni parents au degré successible,  
« ni enfants naturels, les biens de sa succession appar-  
« tiennent en pleine propriété au conjoint non divorcé  
« qui lui survit et contre lequel n'existe pas de jugement  
« de séparation de corps passé en force de chose jugée. »

Le conjoint survivant n'arrive donc qu'après tous les parents jusqu'au douzième degré.

Cette énumération donnée par l'article 767 est complète quand il s'agit de la succession d'un enfant légitime ; si le défunt était un enfant naturel reconnu, le conjoint survi-

vant et l'Etat ne succèdent qu'à défaut des père et mère et des frères et sœurs naturels (art. 765 et 766).

D'après l'article 337, il faut que l'enfant naturel ait été reconnu avant la célébration du mariage, car sa reconnaissance postérieurement au mariage ne doit pas nuire à l'époux, ni aux enfants nés de cette union.

L'époux survivant ne pourrait prétendre à toute l'hérédité, s'il était aussi l'auteur de l'enfant naturel reconnu au cours du mariage par l'autre conjoint.

La loi voulant avant toute la conservation des biens dans les familles relègue le conjoint à cette place éloignée, de façon à éviter que les biens passent dans une famille étrangère à celle du défunt. Après le douzième degré de parenté, les parents ne se connaissent généralement plus, et il n'est pas choquant de voir les biens du prédécédé passer entre des mains étrangères à sa famille.

## SECTION II. — Le défunt laisse des parents au degré successible.

La quotité de l'usufruit varie suivant la qualité et quelquefois le nombre des héritiers avec lesquels l'époux est en concours.

La loi considère trois situations différentes :

- a) Le conjoint en présence d'enfants communs.
- b) Le conjoint en présence d'enfants nés d'un précédent mariage du prédécédé.
- c) Le conjoint en présence d'héritiers autres que des enfants légitimes.

a) *Le conjoint en présence d'enfants communs.*

Le nouvel article 767 fixe invariablement la quotité de l'usufruit attribué en ce cas à l'époux survivant au quart des biens héréditaires, quel que soit le nombre des enfants (1).

On peut assimiler aux enfants communs issus du mariage, les enfants légitimés et à plus forte raison les petits-enfants ou autres descendants du défunt qui viennent par représentation aux droits de leur auteur prédécédé. On doit au contraire exclure les enfants naturels et les enfants adoptifs, car ils ne sont pas légitimes, ni issus du mariage. »

Dans son projet primitif M. Delsol proportionnait au nombre des enfants du *de cujus* le quantum de l'usufruit qu'il attribuait au conjoint survivant, et il conférait à ce dernier la jouissance d'une portion des biens héréditaires égale à une part d'enfant légitime, sans qu'elle pût toutefois être inférieure au quart des biens.

Plus tard il modifia sa proposition dans le sens de l'adoption d'un droit d'usufruit invariable. Dans quel but ? C'est, écrit M. Chardenet, qu'on a pensé « qu'avec le « système d'une quotité invariable, on avait l'avantage de « fixer autant que possible, dès le début du mariage, la « situation de celui des époux qui survivrait et de favori- « ser en même temps la fécondité du mariage en enle-

(1) Baudry et Wahl, t. I, n° 840.

« vant aux époux tout intérêt contraire au développement  
« de leur prosterité. »

L'adoption d'une quotité fixe favorise le développement de la famille qui aurait pu être contrarié, si l'usufruit éventuel du conjoint survivant eut été diminué par l'accroissement du nombre des enfants.

b) *Le conjoint laisse des enfants issus d'un  
précédent mariage.*

Les enfants du premier lit ont généralement à souffrir du convol de leur auteur, et maintes fois on s'est rendu compte que le deuxième époux ne remplace pas pour eux le père ou la mère qu'ils ont perdu.

Pour éviter ces inconvénients, la loi intervient et protège les enfants du premier lit contre les entraînements d'une passion aveugle.

Si l'époux survivant se trouve en présence d'enfants nés d'un précédent mariage de son conjoint, il a droit à une part d'enfant légitime, le moins prenant, sans qu'elle puisse excéder le quart (1). Cette disposition est d'ailleurs en parfaite harmonie avec l'article 1098 du Code civil qui restreint en faveur des enfants issus du premier mariage la quotité des biens dont le survivant peut disposer en faveur de son nouvel époux.

(1) Zeglicki, *op. cit.*, p. 484 ; Baudry et Wahl, t. I, n° 813 ; Gerbaud et Dubourg, *op. cit.*, n° 86.

c) *Le conjoint laisse des héritiers autres  
que des enfants légitimes.*

M. Delsol, dans son projet primitif, proposait d'accorder à l'époux survivant les droits qu'il possède actuellement, au cas où il se trouvait en présence de parents au sixième degré ou à un degré plus rapproché, et la moitié de la succession en propriété, s'il concourait avec des successibles au delà du sixième degré.

Mais on n'adopta pas cette proposition et on ne voulut pas graduer la quotité selon le rang des successibles.

On décida que le droit du conjoint survivant serait toujours de la moitié, même quand il se trouverait en présence d'un simple collatéral au douzième degré (1).

Cette identité de solution dans des situations très différentes a été très critiquée.

Il nous semble qu'on aurait pu établir plusieurs distinctions et ne pas accorder au conjoint le même droit en présence des frères ou sœurs du *de cujus* qu'en présence de collatéraux éloignés. Cela aurait été plus rationnel et plus conforme aux affections présumées du défunt.

C'est ainsi que la plupart des cours et des facultés de droit s'étaient prononcées en faveur de la distinction entre les ascendants et les collatéraux privilégiés d'une part et les collatéraux ordinaires d'autre part.

Ce système paraît préférable, il est incontestable que le

(1) Lamache, *Revue du Notariat*, 1894 ; rapport de M. Sébert, *J. off.*, annexe 3671, p. 1713.

père, la mère, les ascendants, les frères et sœurs occupent certainement dans le cœur du défunt une place plus grande que des parents éloignés dont il ignorait peut-être l'existence.

L'article 754 confère à l'ascendant, outre la moitié des biens revenant à sa ligne, l'usufruit du tiers de la moitié dévolue à l'autre ligne.

Comment cet usufruit accordé au père et à la mère peut-il se concilier avec celui que la nouvelle loi donne au conjoint survivant.

En 1877, le Sénat décida que l'usufruit du père ou de la mère ne s'exercerait qu'après celui du conjoint.

Mais la Chambre des députés n'accepta pas cette disposition sur les observations de M. Piou : « Une telle préférence, disait M. Piou, accordée au bénéficiaire le plus jeune, aurait le plus souvent pour effet de réduire à néant l'usufruit de l'ascendant, lequel a déjà à supporter sur sa part de propriété, et à concurrence de la moitié, l'usufruit du conjoint. » « Appelés à choisir entre l'époux, les ascendants et les collatéraux non privilégiés, nous avons pensé que ces derniers étant les plus éloignés dans l'ordre de la parenté et probablement de l'affection, étaient aussi les moins dignes de faveur et que la pleine propriété immédiate d'une quote-part, la nue propriété du surplus, donnaient amplement satisfaction à leur qualité de parents collatéraux (1). »

(1) *J. off.*, ann. à la séance du 20 mars 1886, n° 565.

Ainsi la part des collatéraux se trouvera grevée d'un double droit d'usufruit et l'usufruit de l'époux et celui du père ou de la mère s'exerceront en concours sur les biens dévolus aux collatéraux (1).

L'article 767 n'a pas prévu le cas où l'époux survivant viendrait à la succession en concours avec des parents légitimes et avec des enfants naturels.

Ceux-ci sont appelés à la succession en présence d'héritiers quelconques de leur auteur (art. 757) et la quotité de leur droit varie avec la qualité des héritiers.

On pourrait se demander dans quelle mesure l'usufruit accordé au conjoint survivant portera atteinte aux droits de l'enfant naturel et réciproquement.

Deux solutions ont été proposées, dans l'étude desquelles nous ne pouvons entrer.

(1) Massigli, *Ann. lég. franç.*, 1891, p. 151 ; Bouvier-Bangillon, *Rev. gén.*, 1892, p. 152.

## CHAPITRE V

### MASSE SUR LAQUELLE SE CALCULE LE DROIT D'USUFRUIT DU CONJOINT SURVIVANT.

L'article 767, dans les paragraphes 6, 7, 8, déclare que le calcul de l'usufruit du conjoint survivant « sera opéré sur  
« une masse faite de tous les biens existants au décès du *de*  
« *cujus*, auxquels seront réunis fictivement ceux dont il  
« aurait disposé soit par acte entre vifs, soit par acte tes-  
« tamentaire, au profit de successibles sans dispense de  
« rapport.

« Mais l'époux survivant ne pourra exercer son droit  
« que sur les biens dont le prédécédé n'aura disposé ni  
« par acte entre vifs, ni par acte testamentaire, et sans  
« préjudicier aux droits de réserve ni aux droits de retour.

« Il cessera de l'exercer dans le cas où il aurait reçu du  
« défunt des libéralités, même faites par préciput et hors  
« part, dont le montant atteindrait celui que la présente  
« loi lui attribue, et si ce montant était inférieur, il ne  
« pourrait que réclamer le complément de son usufruit. »

Nous nous trouvons en présence de deux questions.  
Quels sont les biens qui composeront la masse sur la-  
quelle se calculera le droit d'usufruit ? Sur quels biens ce  
droit pourra-t-il en réalité s'exercer ?

Nous les étudierons dans deux sections différentes.

SECTION I. — Composition de la masse sur laquelle se calcule le droit d'usufruit.

La masse se compose de tout l'actif du *de cujus* à son décès, et en outre de toutes les libéralités faites aux héritiers et à l'époux. On laissera cependant en dehors de l'actif celles qui contiendraient la clause de préciput, et dans les cas seulement où elles ont eu lieu au profit des héritiers. Seuls les biens qui se trouvent dans la succession au jour où elle s'ouvre doivent être comptés dans ce calcul, et on doit exclure ceux qui sont définitivement sortis du patrimoine du *de cujus*, soit qu'ils aient été volontairement aliénés à titre onéreux, soit que le défunt en ait disposé en faveur des tiers (1).

Ainsi ne rentreront pas dans la masse les biens qui ont été donnés au défunt avec la clause de retour conventionnel, ceux dont le conjoint prédécédé n'était propriétaire que sous la condition résolutoire de son prédécès, et qui à sa mort devaient passer sur la tête d'autres personnes que ses héritiers. On s'est cependant demandé si les biens soumis à un droit de retour légal devaient faire partie de la masse (2).

Dans un premier système, on soutient que les objets

(1) Dalloz, *Jurispr. génér., Suppl.*, v<sup>o</sup> *Successions*, 221. Dalloz *périodique*, année 1891.

(2) Paris, 31 octobre 1897, *Gaz. Trib.*, 31 décembre 1899. Mesnard, n<sup>o</sup> 33 ; Bouvier-Bangillon, *Rev. gén.*, 1892, p. 150.

donnés par l'ascendant, le père adoptif ou le frère de l'enfant naturel, doivent lorsqu'ils se trouvent en nature dans la succession être compris dans la masse servant à déterminer l'usufruit du conjoint.

Dans ce système on considère que la succession anormale est une succession au même titre que la succession ordinaire et que d'après l'article 767 l'usufruit du conjoint doit être calculé sur l'une aussi bien que sur l'autre.

D'après nous au contraire, les biens donnés par un ascendant à un descendant ne doivent pas être compris dans la masse.

A la mort du donataire décédé sans postérité, ces biens font retour au donateur conformément à l'article 747. Et on se trouve en présence de deux successions indépendantes, ayant chacune deux patrimoines différents, des héritiers distincts. Les biens compris dans la succession anormale ne font pas partie de la succession ordinaire, doivent rester en dehors de celle-ci et ne peuvent servir à évaluer le droit du conjoint survivant, qui n'a aucun droit sur eux.

Les biens grevés de substitution, au cas où la substitution vient à s'ouvrir, ne rentrent pas dans la masse. Le grevé est considéré comme n'ayant jamais été propriétaire.

Si l'époux prédécédé a disposé d'une partie ou de la totalité de ses biens en faveur des tiers, le survivant ne pourra opérer le calcul de son usufruit sur ces biens qui sont sortis définitivement du patrimoine du défunt, sauf

l'action en réduction que les héritiers réservataires pourront exercer si ces donations excèdent la quotité disponible.

Mais lorsque l'époux prédécédé a consenti des libéralités à l'un ou plusieurs de ses héritiers ou à son conjoint, imposera-t-on aux héritiers favorisés ou au conjoint avantagé l'obligation du rapport.

Le huitième alinéa de l'article 767 déclare que l'époux survivant cessera d'exercer un usufruit « dans les cas où il « aurait reçu du défunt des libéralités, même faites par « préciput et hors part, dont le montant atteindrait celui « des droits que la présente loi lui attribue, et si ce montant « tant était inférieur, il ne pourrait réclamer que le complément de son usufruit ».

Non seulement l'époux doit le rapport, mais le *de cujus* ne pourrait l'en dispenser par une clause expresse.

Si le montant de la libéralité à lui faite est égal à sa part *ab intestat*, l'époux qui aura été avantagé par le *de cujus* ne pourra rien réclamer à la succession ; dans le cas contraire, il ne pourra demander que le complément de cette même part.

Dans ce cas, l'imputation peut avoir lieu pour toutes les libéralités quelles qu'elles soient. L'époux conservera aussi les biens qu'il a reçus du défunt, et en précomptera la valeur sur la part héréditaire qu'il a le droit de réclamer. L'époux doit le rapport, mais peut-il lui-même l'exiger ?

En 1877, le Sénat, adoptant l'avis d'un grand nombre de

facultés, décida que l'usufruit ne se calculerait et ne s'exercerait que sur les biens se trouvant actuellement dans la succession. C'était assimiler, relativement au conjoint, les biens donnés aux héritiers, avec ceux donnés aux étrangers tant pour l'exercice que pour le calcul du droit d'usufruit.

Ce système aurait eu l'inconvénient de rendre souvent illusoire le droit du conjoint survivant.

La Chambre des députés ne partagea pas cette opinion et décida que le rapport serait dû au conjoint, comme à un héritier ordinaire, et que la masse partageable sur laquelle se calculerait le droit d'usufruit du conjoint, comprendrait les biens donnés ou légués par le *de cujus* à un ou plusieurs des successibles sans clause de préciput.

La jouissance légale ne peut toutefois s'exercer sur ces biens ainsi rapportés, mais uniquement sur ceux existant dans la succession.

Lorsque les biens existant dans la succession sont suffisants pour le remploi de son droit, le conjoint survivant se trouve dans une situation identique à celle qui résulterait si les donataires avaient été contraints d'opérer un rapport réel.

Si ceux-ci, au contraire, sont inférieurs au montant du droit reconnu au conjoint, celui-ci se trouvant dans l'impossibilité d'exiger le rapport effectif des biens donnés, ne pourra bénéficier de tout son droit.

Quand les libéralités effectuées en faveur de successibles

ont été faites par préciput et hors part, les biens ainsi donnés ne doivent donc pas être rapportés.

L'indemnité payée par une compagnie d'assurances sur la vie, avec laquelle le *de cujus* aurait contracté dans l'intérêt, soit du conjoint, soit de l'un des héritiers, est rapportable et doit être réunie fictivement aux biens existants dans la succession.

Pour apprécier la valeur des biens donnés on se placera au jour du décès du disposant et on ne tiendra pas compte des améliorations ou détériorations qui seraient le fait du donataire.

Les rentes sur l'Etat, actions ou obligations seront évaluées également d'après le cours au jour du décès.

En un mot la masse sur laquelle se calcule le droit d'usufruit du conjoint survivant se compose : des biens qui se trouvent dans la succession du prédécédé ; de ceux dont il a disposé par acte entre vifs ou testamentaire et sans dispense de rapport au profit de successibles ; de ceux qu'il a donnés ou légués à son conjoint même par préciput et hors part ; des indemnités dues par une compagnie d'assurances sur la vie.

## SECTION II. — Biens sur lesquels s'exerce le droit d'usufruit du conjoint survivant.

L'époux survivant n'exerce pas son droit sur tous les biens qui composent la masse. Il imputera sur le montant de son usufruit les libéralités qu'il a reçues ; s'il y a lieu, il exercera son droit sur les biens compris dans la masse à

l'exception : 1° De ceux donnés à des successibles sans dispense de rapport ;

2° De ceux sur lesquels porte la réserve ;

3° De ceux soumis au droit de retour successoral (1).

a) *L'usufruit du conjoint ne peut s'exercer sur les biens donnés à des héritiers sans dispense de rapport.*

En cas d'insuffisance des biens de la succession, le conjoint survivant ne pourra exercer un droit sur les biens que les donataires ont rapporté fictivement et qu'ils conservent comme ils les ont reçus.

Le législateur a pensé que le conjoint prédécédé, en donnant ses biens, n'a pas voulu qu'ils fussent à sa mort grevés de l'usufruit de son conjoint et a montré son intention d'éviter les inconvénients qui auraient pu résulter d'un rapport réel.

L'époux prédécédé pouvait très bien, par une condition insérée dans la donation, obliger les donataires à laisser le conjoint survivant exercer un usufruit sur les biens par eux reçus.

Il pourra donc arriver que le conjoint survivant voit son droit s'évanouir totalement ; ceci arrivera dans le cas où le conjoint prédécédé a disposé de la totalité de ses biens.

Et il ne lui restera que la ressource de demander une pension alimentaire.

(1) Séance du 2 décembre 1890, *J. off.*, 3 décembre.

*b) L'usufruit du conjoint ne peut préjudicier  
aux droits des héritiers réservataires.*

Aux termes de l'article 767, § 7, « l'époux ne pourra « exercer un droit d'usufruit que... sans préjudicier aux « droits de réserve ».

Ceci semble évident, car le législateur refusant à l'époux la qualité de réservataire ne pouvait, pour lui assurer une situation équivalente, lui permettre de porter atteinte aux réserves établies par le Code civil.

On a tenu cependant à le dire formellement dans la loi pour éviter toute incertitude, sur les instances de M. Griffe, qui déclara au Sénat que le projet ne prévoyait pas cette hypothèse.

Ceci est conforme aux principes suivant lesquels l'héritier réservataire ne doit être soumis à aucune restriction qui viendrait diminuer et limiter l'étendue de son droit.

L'article 767, § 7, a un caractère très général et conserve intactes toutes les réserves sans distinction.

« Le projet, dit M. Delsol, conserve parfaitement intacts « tous les droits de réserve, c'est-à-dire que ni les descen- « dants, qui sont les premiers héritiers à réserve, ni le père « ni la mère n'ont pas leur droit atteint en quoi que ce soit « par la création d'un usufruit au profit du conjoint sur- « vivant. Sur tous ces points le Code civil est parfaitement « respecté (1). »

(1) Discours de M. Delsol au Sénat, séance du 14 novembre 1890, *J. off.* du 15, p. 1631.

La qualité des réservataires en présence desquels se trouve le conjoint importe peu. Les enfants et descendants légitimes, les enfants légitimés ou adoptifs du défunt, ainsi que les ascendants pourront invoquer ce bénéfice.

Depuis la loi du 25 mars 1896 les enfants naturels reconnus jouissent légalement d'une réserve. Mais la jurisprudence la leur reconnaissait même avant cette loi.

La renonciation d'un réservataire augmente-t-elle la quotité disponible au profit du conjoint survivant? La question est discutée.

D'après un premier système, l'héritier qui renonce étant considéré comme n'ayant jamais été héritier, on ne doit pas le compter pour le calcul de la réserve, pas plus qu'on ne le compterait s'il n'avait jamais existé (1).

Mais la jurisprudence décide que la quotité de la réserve se détermine par le nombre des héritiers réservataires au moment du décès, et que la renonciation de l'un d'eux n'accroît pas la masse sur laquelle peut s'exercer l'usufruit du conjoint, à moins toutefois que le renonçant soit seul réservataire.

Le conjoint survivant exercera son usufruit sur les biens échus aux héritiers non réservataires; la part héréditaire de ceux-ci sera seule grevée.

Il est à remarquer cependant qu'avant la loi du 17 février 1900, le conjoint pouvait nuire à la réserve de l'ascendant légitime et ce dernier était dans ce cas contraint

(1) Baudry-Lacantinerie et Wahl, t. I, n° 824.

de supporter sur sa part héréditaire l'usufruit du conjoint.

L'article 1094 donnait le droit au défunt de disposer au profit de son époux, en plus du disponible ordinaire « de « l'usufruit, de la totalité de la portion dont la loi prohibe « la disposition au préjudice des héritiers ».

D'autre part nous devons signaler le cas où le conjoint prédécédé laisse son père, sa mère, ses frères ou sœurs ou descendants d'eux.

Le père et la mère prennent chacun un quart de la succession en qualité d'héritiers réservataires et l'usufruit du conjoint survivant, qui est de la moitié, s'exercera sur la moitié attribuée aux collatéraux et ceux-ci ne recueilleront que la nue propriété de leur part.

Comme les collatéraux doivent acquiescer immédiatement les droits de mutation sur la pleine propriété sans déduction de la valeur de l'usufruit, et que le conjoint est généralement plus jeune, ils se trouveront dans une fâcheuse situation. Ils auront payé des droits, déboursé une somme peut-être importante, pour des biens dont ils ne jouiront peut-être jamais.

Si le conjoint survivant, par suite de la présence d'héritiers réservataires, ne peut exercer intégralement son droit, pourra-t-il du moins demander que la nue propriété des biens soumis à son droit d'usufruit et qui sont en dehors de la réserve soit employée à compenser le préjudice qu'il éprouve par la présence des héritiers réservataires,

Certains auteurs admettent cette solution et accordent une compensation à l'époux survivant. Mais nous croyons qu'un tel système est contraire à la loi du 9 mars 1891.

On confère en effet à l'époux non pas un droit d'usufruit, mais un droit de propriété, résultat contraire à la loi de 1891 qui consacre le principe de la conservation des biens dans la famille, et n'accorde au conjoint un droit de propriété qu'en présence de parents très éloignés.

*c) L'usufruit du conjoint ne peut préjudicier  
aux droits de retour.*

Il résulte des observations échangées au Sénat entre M. Delsol et M. Xavier Blanc que les mots « droits de retour » s'appliquent aussi bien au retour conventionnel qu'au retour légal.

L'article 767 parle des droits de retour au pluriel et les travaux préparatoires de la loi de 1891 nous montrent que le législateur avait en vue tous les droits de retour. « Au cours des explications que j'ai eu l'honneur de donner au Sénat comme rapporteur, disait M. Delsol en 1890, j'ai eu l'occasion de dire et de répéter souvent que le droit d'usufruit accordé par la loi nouvelle au conjoint survivant ne doit préjudicier ni aux droits de réserve, ni aux droits de retour. Plusieurs de nos honorables collègues, et notamment l'honorable M. Humbert, nous ont fait observer que la proposition de loi ne le dit pas expressément et que c'est là un silence regrettable. Votre

« commission n'avait pas cru devoir s'exprimer à ce sujet  
 « dans son texte, parce que l'application pure et simple  
 « du droit commun conduisait au même résultat... Mais  
 « il a suffi que des doutes puissent s'élever dans quelques  
 « esprits et qu'un certain nombre de nos collègues aient  
 « exprimé le désir que ce maintien fut expressément visé  
 « dans le projet, pour que votre commission leur donne  
 « satisfaction, ce qu'elle a fait en ajoutant simplement ces  
 « mots : sans préjudicier ni aux droits de réserve ni aux  
 « droits de retour. »

Le conjoint ne pourra donc jamais exercer son droit d'usufruit de manière à préjudicier à un droit de retour quelconque, qu'il s'agisse d'un retour conventionnel ou d'un des retours légaux des articles 351, 352, 747 et 766 du Code civil (1).

Les droits de retours légaux sont des droits que la loi accorde sous certaines conditions à trois catégories de personnes en dehors de la succession ordinaire et qui constituent une succession dite anormale.

Les personnes qui bénéficient de ces droits sont :

1° L'ascendant donateur, sur les choses par lui données qui se retrouvent en nature dans la succession du donataire mort sans postérité (art. 737).

2° Les frères et sœurs légitimes de l'enfant naturel qui a perdu son père et sa mère sur les biens qu'il a reçus de

(1) Bouvier-Bangillon, *Rev. gén.*, 1891, p. 150 ; Huc, t. V, n° 131 ; Mesnard, p. 509, n°s 32 et 33 ; Baudry-Lacantinerie et Wahl, t. I, n° 822 ; Zegllicki, *Revue critique*, 1892, p. 180.

ceux-ci et qui se retrouvent en nature dans la succession (art. 766).

3° L'adoptant et ses descendants sur les choses données par l'adoptant à l'adopté, ou recueillies dans la succession lorsque l'adopté meurt sans laisser d'enfants légitimes et que les biens existent encore en nature dans la succession lors du décès de l'adopté.

De plus l'adoptant exerce le même droit s'il survit aux descendants de l'adopté, mort sans postérité (art. 351-352). Le législateur a voulu respecter ces droits afin de favoriser les unions matrimoniales et encourager les ascendants et les père et mère naturels à faire des donations.

« Votre commission pense, disait M. Delsol en 1877, « que les biens composant la succession anormale doivent « être exempts de l'usufruit du conjoint. S'il en était autrement, on pourrait craindre que les ascendants ou les « père et mère naturels ne fussent moins portés à faire des « libéralités à leurs enfants, ce qui serait regrettable. »

Si le conjoint prédécédé laissait des descendants et son conjoint, la succession anormale ne s'ouvrirait pas et par conséquent tous les biens donnés au défunt et encore existants au jour du décès figureraient dans la masse, et l'usufruit du conjoint survivant pourrait s'exercer sur eux.

Quant aux biens soumis à un droit de retour conventionnel, ils sont affectés d'une véritable condition résolutoire, dont l'accomplissement aura pour effet de faire

rentrer rétroactivement ces biens dans le patrimoine du donateur.

La donation est considérée comme n'ayant jamais été faite et les donataires sont censés n'avoir jamais été propriétaires.

Le conjoint survivant ne pourra pas exercer son droit sur des biens qui sont en dehors de la succession et qui ne peuvent être grevés d'aucune charge ou droit réel.

## CHAPITRE VI

### CONVERSION DE L'USUFRUIT EN RENTE VIAGÈRE

La loi de 1891 permet aux héritiers de l'époux prédécédé, de convertir en rente viagère l'usufruit du conjoint survivant.

Le législateur s'est inspiré de l'article 819 du Code italien qui s'exprime en ces termes :

« Il est loisible aux héritiers d'acquitter les droits de  
« l'époux survivant, ou moyennant la constitution d'une  
« rente viagère, ou moyennant l'assignation des fruits des  
« biens immeubles ou de capitaux héréditaires à déter-  
« miner d'un commun accord, ou par l'autorité judiciaire,  
« eu égard aux circonstances du cas. Jusqu'à ce qu'il soit  
« désintéressé de sa portion, l'époux survivant conserve  
« ses droits d'usufruit sur tous les biens héréditaires. »

On pensait ainsi supprimer les dangers de l'usufruit, tout en garantissant ses droits au conjoint survivant.

L'article 767 est plus complet que l'article 819 du Code italien, en ce sens que les héritiers fournissent au conjoint des sûretés pour garantir le paiement des arrérages de la rente et qu'ils doivent verser une rente équivalente à l'usufruit de l'époux survivant. Non seulement les héritiers

légitimes et naturels, mais encore les successeurs irréguliers, peuvent demander la conversion (1).

Les héritiers seront propriétaires de tous les biens et le conjoint n'aura même pas la jouissance de ces biens, il n'aura qu'une rente.

Celle-ci, il est vrai, est équivalente à l'usufruit et aura pour l'époux l'avantage de le délivrer des soucis de l'administration et de lui fournir des revenus à des dates fixes.

Jusqu'au partage définitif, les héritiers pourront demander la conversion.

« Le délai, disait M. Delsol, a paru suffisant en tous cas  
« pour permettre aux intéressés de prendre leur parti en  
« pleine connaissance de cause, puisqu'à ce moment toutes  
« les forces de la succession sont connues, tous les éléments d'appréciation sont sous leurs yeux. »

S'il s'agit d'un partage judiciaire, celui-ci sera définitif si le jugement d'homologation est passé en force de chose jugée, ou par le tirage au sort des lots, ou par la licitation des immeubles impartageables lorsqu'elle a été terminée.

Le partage fait à l'amiable ne deviendra définitif que par l'approbation et la signature des parties majeures et maîtresses de leurs droits.

Au contraire, le partage sera provisionnel :

(1) Discours de M. Delsol au Sénat, *J. off.*, 4 mars 1877, p. 670 ; Rapport de M. Piou du 27 janvier 1890, annexe n° 305, p. 153 ; Sirey et *Journal du Palais*, *Lois annotées* de 1891, p. 104 ; Gerbaut et Dubourg, n° 199 ; Bouvier-Bangillon, *Rev. gén.*, 1892, p. 240 ; Baudry-Lacantinerie et Wahl, t. I, n° 842.

1° Lorsqu'il a été fait sans observer toutes les formalités prescrites, alors qu'il y avait des interdits, des mineurs ou des absents qui avaient des intérêts dans la succession ;

2° Lorsque toutes les parties d'un commun accord n'ont voulu faire qu'un simple règlement de jouissance ;

3° Lorsque tous les héritiers n'ont pas assisté à l'acte. Dans cette hypothèse, le cohéritier absent, seul peut demander l'annulation du partage.

Dans tous ces cas, le conjoint survivant pourra voir son usufruit anéanti si les incapables, les absents ou les cohéritiers veulent faire un partage définitif et transformer le droit réel de l'époux en une rente viagère.

Si les héritiers, restant entre eux dans l'indivision, ont fait avec le conjoint survivant un règlement de jouissance et ont marqué l'intention d'accorder définitivement à celui-ci son usufruit, ils ne pourront pas, dans la suite, le dépouiller de ce droit et proposer de le remplacer par une rente viagère.

De même lorsque l'époux survivant se trouve en présence d'un seul héritier, le partage de jouissance conclu entre lui et l'héritier a, quant à l'époux, un caractère définitif.

Rien d'ailleurs n'empêche le conjoint, qu'il se trouve en présence d'un seul ou de plusieurs héritiers, de provoquer un partage de jouissance et de forcer l'héritier à prendre une résolution, de façon à pouvoir bénéficier d'une situation définitive.

M. Delsol disait au Sénat : « Votre commission n'admet

« pas que l'époux puisse, sans de grands inconvénients,  
 « rester indéfiniment dans une situation incertaine. Tou-  
 « tefois elle constate que celui-ci a un moyen bien simple  
 « d'en sortir, c'est d'exercer lui-même contre les héritiers  
 « l'action en partage qui lui appartient incontestablement  
 « du chef de son usufruit. Les héritiers ainsi actionnés  
 « seront obligés de prendre un parti et d'opter entre la  
 « délivrance de l'usufruit en nature ou la conversion en  
 « rente viagère. En cas de désaccord entre eux, les tribu-  
 « naux décideront si l'usufruit doit être maintenu ou la  
 « conversion opérée. Du moment que l'époux a le droit  
 « d'agir à son heure pour fixer la situation, il est inutile  
 « et il serait quelquefois fâcheux d'imposer aux héritiers  
 « un délai pendant lequel ils devront, à défaut de partage,  
 « se prononcer sur l'alternative qui leur appartient. »

La conversion une fois faite produit-elle un effet rétroactif, auquel cas le conjoint survivant sera considéré comme n'ayant recueilli dès le principe qu'une rente, et comme tenant son droit du *de cujus*, ou au contraire l'époux survivant devient-il crédi-rentier après avoir été usufruitier ? En un mot la conversion produit-elle les effets d'une condition résolutoire ou d'une cession ?

L'administration de l'enregistrement se prononça en faveur du système de la non-rétroactivité de la conversion, le 6 juin 1891 (1).

« Il paraît résulter du texte même de l'article 767, di-  
 « sait-elle, que le droit reconnu par le législateur à l'époux  
 « survivant sur la succession de son conjoint consiste

« avant tout en un usufruit en nature. L'obligation lé-  
« gale des héritiers ne comprend en principe qu'un seul  
« objet, un usufruit. Ils sont à la vérité autorisés à rempla-  
« cer cet usufruit par une rente viagère, mais cette con-  
« version ultérieure est purement facultative pour eux et  
« quand elle vient à se produire, elle ne saurait, semble-t-il,  
« effacer le fait de la transmission d'usufruit qui s'est  
« opéré de plein droit lors du décès au profit de l'époux  
« survivant. L'impôt de mutation par décès devra donc  
« être liquidé suivant les règles spéciales aux transmis-  
« sions d'usufruit même au cas où la conversion aurait  
« précédé la déclaration de la succession. »

Mais les auteurs admettent unanimement que la conversion de l'usufruit en rente viagère opère non comme une cession, mais comme une résolution.

L'époux survivant étant considéré comme ayant toujours été un crédi-rentier n'a pu établir aucun droit sur les biens de la succession, ni grever ces derniers de servitudes ou autres droits réels qu'il aurait voulu constituer au profit des tiers.

C'est l'opinion de la doctrine et de la jurisprudence et l'administration de l'enregistrement a fini par adopter ce système.

Dans son instruction générale du 2 juillet 1895, elle a prescrit à ses préposés de s'y conformer dans la suite (2).

Nous rappelons que la loi oblige les héritiers à fournir

(1) Baudry et Wahl, 865 ; Huc, V, 469.

(2) Instruction n° 2886, § 3, *Journal des notaires*, 1895, p. 637.

au conjoint des garanties destinées à lui assurer une rente viagère. Les tribunaux, en cas de désaccord, ont un pouvoir illimité d'appréciation. Ces sûretés seront tantôt un gage, une antichrèse, tantôt une hypothèque ou même un versement à la Caisse des dépôts et consignations. Les actions de la Banque de France, les rentes sur l'État, les obligations des chemins de fer, des villes et même les simples sûretés personnelles pourront être agréées par les juges, afin de donner au conjoint une garantie suffisante. Certains auteurs (1) ont proposé, afin d'éviter les inconvénients inhérents à l'emploi des diverses sûretés, que les héritiers s'adressent aux Compagnies d'assurances sur la vie, moyennant le versement d'un capital déterminé suivant les tarifs de la Compagnie, le conjoint survivant bénéficiera sûrement sa vie durant d'une rente viagère.

(1) Baudry et Wahl, 861 ; Zeglicki, p. 235.

## CHAPITRE VII

### EXTINCTION DU DROIT DU CONJOINT SURVIVANT.

L'usufruit de l'époux survivant prend fin par les causes qui amènent en général l'extinction de l'usufruit et qui sont contenues dans les articles 617 et 618 du Code civil.

Ces causes sont : 1° La mort de l'usufruitier.

2° La consolidation ou la réunion sur la même tête des deux qualités d'usufruitier et de propriétaire.

3° Le non-usage pendant trente ans.

4° La perte totale de la chose sujette à l'usufruit.

5° L'abus de jouissance de la part de l'usufruitier.

Certaines déchéances sont particulières à l'usufruit du conjoint survivant. Nous trouvons en premier lieu :

#### 1° *Le divorce et la séparation de corps* (1).

Peu importe en faveur de qui le divorce a été prononcé. Le lien matrimonial n'existant plus, les conjoints

(1) Rapport de M. Sibert sur les observations des Cours d'appel et de la Cour de cassation, Séance du 30 décembre 1875, *J. off.*, 9 mars 1876, annexe n° 3671, et *J. off.*, 12 mars, p. 1745.

Rapport de M. Humbert sur les observations des Facultés de droit, Séance du 29 décembre 1875, *J. off.*, 11 mars 1876, annexe n° 3665, p. 1842.

Rapport de M. Delsol, Séance du 20 février 1877, *J. off.*, 6 mars, annexe n° 36, p. 665.

divorcés perdent tous droits héréditaires et deviennent étrangers l'un à l'autre.

D'après l'article 767, le conjoint contre lequel un jugement de séparation de corps a été prononcé et passé en force de chose jugée, perd tous *droits*, le droit d'usufruit et même le droit de succéder à la pleine propriété des biens de son époux lorsqu'il n'existe pas de parents au degré successible.

La loi déclare donc expressément que l'incapacité qui frappe l'époux survivant divorcé ou séparé de corps ne peut résulter que d'un jugement passé en force de chose jugée.

Par conséquent si l'un des époux meurt pendant l'instance en divorce ou en séparation de corps ou pendant les délais d'opposition ou d'appel, le conjoint survivant et même coupable jouira de tous les droits que lui accorde l'article 767 dans la succession du *de cujus*.

Un nouveau mariage en cas de divorce et une réconciliation en cas de séparation de corps peuvent effacer les effets d'un jugement définitif et rétablir entre époux les droits réciproques de succession.

## 2° *Annulation du mariage.*

Il faut que le mariage soit valable pour qu'il puisse créer entre les époux des droits de succession. L'annulation du mariage fera disparaître le droit de succession et tous les autres effets du mariage. Lorsqu'il s'agit cependant d'un mariage putatif, c'est-à-dire contracté de bonne

foi par les époux ou par l'un d'eux, les effets du mariage ne sont pas rétroactivement anéantis au profit de celui ou de ceux qui étaient de bonne foi. L'époux pourra bénéficier des droits que lui confère l'article 767 s'il était de bonne foi au moment de la célébration du mariage et si l'annulation n'a été prononcée qu'après la mort de l'un d'eux. Au moment de l'ouverture de la succession, il était légalement marié, et l'annulation qui a suivi ne peut lui retirer le bénéfice de droits acquis.

Si, au contraire, l'annulation du mariage a précédé l'ouverture de la succession, le conjoint survivant n'ayant plus à ce moment le titre d'époux ne peut rien réclamer dans la succession du *de cujus*.

### 3<sup>e</sup> Convul du conjoint.

L'article 767 dans son dernier paragraphe, déclare « qu'en cas de nouveau mariage, l'usufruit du conjoint « cesse s'il existe des descendants du défunt » (1).

M. Delsol, dans son premier projet présenté à l'Assemblée Nationale, proposait de refuser dans tous les cas de convol le droit de jouissance légale au conjoint survivant, même si les descendants laissés par le *de cujus* étaient morts antérieurement à cette nouvelle union.

« L'usufruit, déclarait ce projet, cessera dans le cas d'un « second et subséquent mariage. »

Sur l'intervention de M. Piou, la Chambre décida que

(1) Proposition de loi présentée par M. Delsol le 21 mai 1872, *J. off.*, 2 juin, annexe n° 1158, p. 3821.

l'époux ne perdrait son droit à l'usufruit que dans le cas où ces enfants existeraient encore au moment du convol.

« La déchéance prononcée en cas de convol n'a d'autre cause, disait-il, que la présence des enfants nés de la première union ; le second mariage en effet associe à l'usufruit de l'époux un nouveau venu devant lequel les intérêts de ses enfants ne doivent pas fléchir... Pour rester fidèle à la pensée qui justifie cette déchéance, il ne suffit pas de dire que le défunt a laissé des enfants nés de son mariage, il faut ajouter que ces enfants sont encore vivants au moment du convol, puisque c'est leur présence qui fait seule obstacle au maintien des droits de l'époux survivant (1). »

Le survivant qui contracte un second mariage entre dans une nouvelle famille et on présume que le défunt aurait préféré ses héritiers à des étrangers.

Si le deuxième mariage était annulé, la déchéance des droits de l'époux n'aurait pas lieu.

On considère ce mariage comme n'ayant jamais existé et le conjoint survivant comme n'ayant pas contracté une nouvelle union.

#### 4° *Exhérédation.*

La loi de 1891 n'accorde pas de réserve à l'époux survivant et le défunt peut dépouiller son conjoint de tous ses droits héréditaires.

(1) Rapport de M. Piou, le 20 mars 1886, *J. off.*, 9 novembre, annexe.

Le *de cujus* en disposant de sa fortune par donation ou testament en faveur de ses héritiers ou étrangers, ne laissera au conjoint aucune possibilité d'exercer son droit d'usufruit.

A côté de cette exhérédation, qu'on peut appeler indirecte, nous citerons l'exhérédation directe, qui consiste dans une manifestation de volonté de la part du défunt, qui déclare son intention formelle d'enlever tous droits dans sa succession au conjoint survivant.

On discute cependant la question de savoir si le défunt, par une simple déclaration de volonté, peut exhériter son époux.

Du moment que le législateur refuse une réserve au conjoint survivant et que le défunt peut disposer de la part d'usufruit destinée à son époux, nous ne voyons pas l'utilité qu'il y aurait à refuser ce droit au *de cujus*.

D'autant plus que le législateur cherche toujours dans ces circonstances à connaître l'intention présumée du défunt.

Enfin d'autres causes comme la renonciation du conjoint à son usufruit et le divertissement des valeurs héréditaires font disparaître les droits de l'époux survivant (1).

La généralité des auteurs et la jurisprudence appliquent dans ce cas l'article 772 du Code civil, qui déclare que « les héritiers qui auraient diverti ou recélé des effets

(1) Cour de Riom, 26 novembre 1894, D. 95.2.206.

« d'une succession, ne peuvent prétendre à aucune part  
« des objets divertis ou recélés ».

Le conjoint survivant se trouvera ainsi, dans bien des cas, privé de ses droits héréditaires et aura besoin d'un secours pour vivre et porter honorablement le nom de son époux défunt. La loi lui accorde une pension alimentaire qu'il pourra exiger de ceux qui ont bénéficié de la succession.

## CHAPITRE VIII

### DROIT A LA PENSION ALIMENTAIRE

Avant la loi du 9 mars 1891, l'époux dans le besoin pouvait demander des aliments à ses enfants, mais dans aucun cas il ne pouvait s'adresser aux héritiers de son époux prédécédé (1).

Le législateur intervint dans cette hypothèse et assura au conjoint survivant pauvre un droit de créance alimentaire contre la succession de son conjoint survivant.

L'article 205 du Code civil modifié s'exprime en ces termes :

« Les enfants doivent des aliments à leurs père et mère  
« ou autres ascendants qui sont dans le besoin. La succes-  
« sion de l'époux prédécédé en doit dans le même cas à  
« l'époux survivant. Le délai est d'un an à partir du décès  
« et se prolonge en cas de partage jusqu'à son achève-  
« ment. »

La pension alimentaire est prélevée sur l'hérédité.

La succession du conjoint prédécédé doit par conséquent des aliments à l'époux survivant dans le besoin.

« Le véritable débiteur de la pension alimentaire, disait

(1) *J. off.*, 9 novembre 1886, annexe n° 565. Rapport de M. Delsol au Sénat, 4 mars 1877, *J. off.*, p. 1670.

« M. Piou, le 22 mars 1886, c'est l'hérédité, les héritiers  
« n'ayant aucune obligation personnelle vis-à-vis du dé-  
« funt. Or cette hérédité, n'est pas dans la rigueur des  
« principes une personnalité juridique.... La loi actuelle  
« a admis pourtant, par une sorte de fiction, que pendant  
« un an, l'hérédité serait censée subsister, afin de permet-  
« tre à l'époux survivant d'exercer ses droits ; mais cette  
« fiction même est une concession dont il importe de limi-  
« ter la durée ».

La loi exige ainsi que la demande soit faite avant le partage définitif ou, à défaut de partage, dans l'année du décès.

On n'a pas voulu fixer un long délai pour ne pas laisser les héritiers dans l'incertitude.

L'hérédité étant débitrice de la pension, celle-ci variera suivant l'importance de la succession. Mais une fois fixée, elle le sera d'une manière invariable, eu égard aux ressources de l'hérédité et aux besoins du conjoint pauvre. En effet, après le partage définitif, l'hérédité s'est confondue avec les biens personnels des héritiers et le débiteur de la pension n'existe plus.

Toutefois si le conjoint dans le besoin revient à meilleure fortune, les héritiers pourront demander une réduction ou une décharge. Procéder autrement serait lui accorder non pas une créance, une pension alimentaire, mais un véritable droit successoral. Tous les héritiers, légataires, et successeurs universels supportent toutes les charges de la succession, et par suite la pension alimen-

taire proportionnellement à leur émolument, excepté dans le cas où le défunt aurait déclaré expressément que tel legs devrait être acquitté par préférence aux autres.

« Néanmoins, dit l'article 927 du Code civil, dans tous  
« les cas où le testateur aura expressément déclaré qu'il  
« entend que tel legs soit acquitté de préférence aux au-  
« tres, cette préférence aura lieu, et le legs qui en est l'objet  
« ne sera réduit, qu'autant que la valeur des autres ne  
« remplirait pas la réserve légale. »

Le légataire privilégié ne contribuera, dans cette hypothèse, au paiement de la dette alimentaire qu'après que les autres legs auraient été épuisés.

Le prélèvement de la pension alimentaire ne s'effectuera qu'après que le passif de la succession aura été acquitté.

« Il faut que les dettes du défunt soient payées, disait  
« M. Delsol, et ce n'est que sur l'excédent qu'on peut  
« songer à attribuer une pension alimentaire à l'époux  
« survivant. »

Comment le conjoint survivant peut-il assurer le paiement de sa pension alimentaire ?

Il demandera la séparation des patrimoines et prendra inscription dans les six mois de l'ouverture de la succession (art. 2111), pour conserver son privilège sur les immeubles. Il évitera de cette façon la confusion des biens de l'hérédité et des biens propres des héritiers, qui pourrait être fâcheuse pour lui si ces derniers avaient des créanciers personnels.

Nous avons terminé l'exposé du droit français et de la

loi du 9 mars 1891. Cette loi favorise le conjoint dans une grande mesure, elle lui accorde, suivant les cas, une pension alimentaire, un droit d'usufruit et même un droit de propriété.

Quoi qu'il arrive, l'époux survivant pourra toujours subvenir aux besoins de la vie et conserver dans la société le même rang qu'il occupait du vivant de son époux. On ne verra plus « le mari ou la femme passant brusquement  
« par la mort de son conjoint de l'aisance, de l'opulence  
« peut-être, à une situation d'autant plus pénible qu'elle  
« contraste plus vivement avec l'existence passée ».



## TROISIÈME PARTIE

---

### CHAPITRE PREMIER

COMPARAISON DES DROITS ACCORDÉS AU CONJOINT SURVIVANT  
PAR LES LÉGISLATIONS FRANÇAISE ET VÉNÉZUÉLIENNE.

#### SECTION I

Au Vénézuéla, la religion catholique domine sur toute la masse de la population. Le clergé est bien considéré, respecté, et l'Eglise dispose d'une influence indiscutable non seulement sur le peuple, mais encore sur les classes dirigeantes de la société. Aujourd'hui, beaucoup de citoyens animés de l'esprit d'indépendance et de liberté, s'efforcent d'affranchir le pays de ces antiques coutumes et de le diriger lentement, mais sûrement, vers un idéal dont la conception se fait plus réalisable à mesure qu'on s'en approche et qui trouve sa formule exacte dans tout ce qui constitue le progrès. Quoi qu'il en soit dans ce pays, le mariage est considéré non pas comme un simple contrat, mais bien comme un sacrement.

Deux individus unissent leurs efforts, leur intelligence

et leur âme, pour fonder une famille. La durée de cette union est, peut-on dire, éternelle et ne prend fin que par la mort d'un des époux.

Dans ces conditions, les époux occupent dans la législation une place importante, la loi leur accorde le maximum de droits possibles.

Au moment du mariage, les époux ne rédigent jamais de contrat. Le régime applicable est le régime légal, c'est-à-dire la communauté réduite aux acquêts, et généralement l'élément pécuniaire ne vient qu'au second plan dans les projets matrimoniaux.

Tous ces faits donnent au conjoint une situation excellente et lui assurent toute la bienveillance du législateur.

On lui accorde un droit de propriété dans tous les cas. Pourquoi ? On a jugé probablement que le conjoint survivant a contribué, soit par la bonne gestion des affaires du ménage, soit par sa conduite, soit par des économies réalisées, à la prospérité du patrimoine de son époux.

Nous trouvons cette disposition contraire aux principes admis dans les régimes successoraux.

Nous considérons comme nécessaire, juste et équitable de conserver les biens dans les familles. Or, avec le système adopté par le législateur vénézuélien, les biens passent d'une famille à une autre sans qu'aucun motif plausible vienne justifier cette mesure.

Par exemple, Primus possesseur de la fortune de 500.000 francs, meurt laissant un conjoint et un ascendant. Est-il juste que le conjoint prenne en propriété

250.000 francs, c'est-à-dire la moitié de la fortune du *de cujus* ? Ces biens sortis de la famille de Primus, ne reviendront jamais à leurs véritables destinataires, ils sont perdus pour toujours.

Il en serait de même si, au lieu de se trouver en présence d'un ascendant, le conjoint avait comme cohéritiers des collatéraux privilégiés ou des enfants naturels.

Quand l'époux survivant concourt avec les enfants communs, l'inconvénient est moins grave.

Car les enfants peuvent retrouver plus tard dans la succession de ce dernier, ce qu'ils ont perdu au moment de la mort de leur père ou de leur mère.

D'ailleurs, dans le Code vénézuélien, nous trouvons une autre disposition qui se rapporte indirectement à notre sujet, mais qui vaut la peine d'être signalée, et qui viole, selon nous, le principe de la conservation des biens dans les familles.

Supposons que Primus décède, laissant comme plus proches parents, des frères et sœurs et un ascendant, un aïeul maternel par exemple. Admettons que Primus tenait toute sa fortune de son père, qui l'avait acquise par son travail, comme cela arrive généralement dans les pays de l'Amérique du Sud.

Eh bien ! la loi vénézuélienne écarte les collatéraux privilégiés, elle n'appelle à la succession que l'ascendant. Ainsi, dans ce cas particulier, le père aura travaillé toute sa vie, aura fait des économies, peut-être subi des privations, pour voir son patrimoine passer dans des mains

étrangères, alors qu'il existe encore quelques-uns de ses descendants directs.

Nous trouvons cette disposition tout à fait injuste, et avons le ferme espoir que, dans un avenir prochain, le Code civil vénézuélien sera réformé sur ce point.

Dans la législation allemande, les frères et sœurs priment les ascendants autres que les père et mère. Et pour ce motif le Code allemand a même supprimé la réserve qui existait en leur faveur.

Le Code civil français contient une disposition équitable, article 750 : « En cas de prédécès des père et mère  
« d'une personne morte sans postérité, ses frères, sœurs,  
« ou leurs descendants sont appelés à la succession, à l'ex-  
« clusion des ascendants et des autres collatéraux. Ils suc-  
« cèdent ou de leur chef, ou par représentation, ainsi qu'il  
« a été réglé dans la section II du présent chapitre. »

Combien ceci nous semble plus en harmonie avec les affections présumées du défunt.

Après nos père et mère, qu'y a-t-il de plus proches pour nous et de plus chers que nos frères et sœurs.

Nous ne contestons pas que les aïeuls ou aïeules ont des droits à notre affection et reconnaissance, mais dans aucun cas ils ne doivent primer les collatéraux privilégiés.

Il en est de même du conjoint, nous lui refusons un droit de propriété, mais nous lui accordons volontiers un droit d'usufruit.

L'époux prédécédé pouvait avoir des motifs sérieux d'estimer son conjoint, et de lui porter une affection profonde.

Quoi de plus naturel qu'il veuille après son décès le voir dans l'aisance, et continuer le même train de vie que de son vivant.

Pour cela il suffira d'accorder au survivant des époux un droit d'usufruit, dont la quotité variera suivant la qualité des successibles en présence desquels il se trouve. Son avenir est assuré, et plus tard, à sa mort, les biens se trouveront au pouvoir des membres de la famille de l'époux antérieurement décédé.

Le Code civil français, dans son article 767, confère au conjoint survivant un droit d'usufruit, et le considère comme un successeur irrégulier.

On peut cependant alléguer que le droit d'usufruit accordé à l'époux, et les sûretés qui lui garantissent ce droit sont une entrave à la libre circulation des biens.

Nous pouvons constater qu'indépendamment de cet usufruit légal, il existe d'autres usufruits constitués par actes entre vifs ou par testament, et qu'on peut, au lieu de donner au conjoint un usufruit, lui garantir le paiement d'une rente viagère.

C'est le système adopté par le Code civil italien et suivi plus tard par le législateur français.

De cette façon les biens restent dans les familles et les droits du conjoint survivant sont respectés.

## SECTION II

Dans le Code civil vénézuélien, le droit du conjoint varie, non seulement suivant les personnes en présence des-

quelles le conjoint se trouve, mais même suivant le nombre des successibles.

Quand il concourt avec des enfants légitimes, il a droit en propriété à une part d'enfant, il aura donc une portion plus ou moins grande, suivant le nombre des enfants. S'il n'y a qu'un enfant, l'époux survivant prendra la moitié des acquêts, et le reste des biens se divisera en deux parts, dont l'une reviendra au conjoint. De même s'il y avait deux enfants, le conjoint prendrait la moitié des acquêts ou gains matrimoniaux, tout le reste de la fortune du défunt se diviserait en trois parties, dont l'une sera pour l'époux.

Ainsi le législateur vénézuélien accorde des droits égaux aux enfants et au conjoint, et même le conjoint se trouve dans une situation plus favorable. Car, comme nous l'avons dit, au Vénézuéla on ne fait jamais de contrat de mariage, la dot est inconnue, et au décès d'un des époux, l'autre bénéficiera de tous les gains matrimoniaux effectués pendant le mariage.

On se marie tout simplement : si les époux ont de la fortune, tant mieux, s'ils n'en possèdent pas, l'amour qu'ils se portent mutuellement leur présente l'avenir sous un aspect attrayant. Au point de vue moral, c'est parfait, aucune critique à élever.

Les époux se donnent l'un à l'autre par affection, sans arrière-pensée, sans aucun esprit de lucre.

Avec le système de la dot, nous assistons parfois à des scènes peu intéressantes. N'avons-nous pas vu maintes

fois des jeunes filles délaissées, abandonnées, soit par le peu de charme qui se dégage de leur personne, soit par le peu d'intelligence qu'elles manifestent dans leur conversation, et tout d'un coup, par le fait d'un héritage inespéré, on les voit entourées, choyées, aimées, demandées en mariage par un nombre incalculable de soupirants qui chercheront dans un riche mariage la fortune que le hasard « a oublié de déposer dans leurs berceaux et qu'ils ne se « sentent pas la force d'acquérir ».

Il est vrai que si les parents ont de la fortune, si le père ou la mère jouissent d'une certaine aisance, il est juste qu'ils favorisent l'établissement de leur enfant. Ceci constitue pour les parents un devoir, dont l'accomplissement doit les remplir de satisfaction. Combien de parents ne souffrent-ils pas de ne rien posséder pour donner à leurs enfants ! Au moment de la mort, c'est une douce consolation que celle de laisser les siens non pas dans l'opulence, mais dans un bien-être certain.

Il ne faut cependant pas exagérer, et nous jugeons détestable de proposer une jeune fille en mariage, et d'accompagner cette proposition de la promesse d'une dot.

Autrement dit, la dot accompagne la jeune fille, elle forme une condition presque *sine qua non* du mariage, et le futur époux considère à la fois, et les qualités de la fiancée et les avantages résultant de la dot.

Dans ces conditions, quelle situation peut avoir le conjoint après la célébration du mariage ?

Il nous semble qu'ils se trouvent dans le cas de deux

associés qui unissent leur avoir dans le but d'en tirer certains bénéfices.

A la mort de l'un d'eux, l'association prend fin, et suivant les stipulations contenues dans le contrat de mariage, les droits du survivant des époux seront réglés. L'élément financier tient ici une place trop importante.

Au Vénézuéla, les époux considérant le mariage comme un sacrement, ne tenant aucun compte de la dot et la jeune fille n'en apportant presque jamais, l'élément pécuniaire occupera une place infime dans les mariages.

Plus tard, la loi favorise le survivant. Pourquoi ? Parce que probablement le législateur a pensé que celui-ci répondait aux affections présumées du défunt et que si celui-ci avait fait un testament, il lui aurait légué au moins la part que lui le législateur lui accorde.

Nous ne croyons pas que le législateur vénézuélien ait obéi à d'autres mobiles. Aucune idée économique ne l'a guidé, pensons-nous, on n'a pas à craindre dans ce pays la concentration des fortunes dans une seule main. En France, par exemple, on a voulu dans le régime successoral l'égalité la plus parfaite, dans un but humanitaire et surtout pour morceler les héritages et éviter la concentration des fortunes comme au temps de la monarchie.

Il est vrai que Napoléon fut l'inspirateur et le promulgateur du Code civil.

Mais nous citerons une lettre que Napoléon écrivit le 5 juin 1806 à Joseph II, roi de Naples, et qui corrobore notre assertion.

« Je pense avoir à Paris, écrivait-il, cent familles, toutes  
 « s'étant élevées avec le trône et restant seules considéra-  
 « bles, puisque ce ne sont que des fidéi-commis, et que ce qui  
 « ne sera pas elles va se disséminer par l'effet du Code  
 « civil. Etablissez le Code civil à Naples, tout ce qui ne  
 « vous sera pas attaché va se détruire alors en peu d'an-  
 « nées, et ce que vous voudrez consentir se consolidera.  
 « Voilà le grand avantage du Code civil. Il faut établir le  
 « Code civil chez vous, il consolide votre puissance, puis-  
 « que par la loi tout ce qui n'est pas fidéi-commis tombe  
 « et qu'il ne reste plus de grandes maisons que celles que  
 « vous érigerez en fiefs. C'est ce qui m'a fait prêcher un  
 « Code civil et m'a porté à l'établir. »

Ce système a donc été adopté au Vénézuéla par suite des idées religieuses et patriarcales qui y règnent. On pense que les époux se portent mutuellement une réelle affection et à la mort de l'un d'eux, le législateur, tenant compte de l'intention du défunt, confère au survivant des droits en conséquence.

### SECTION III

En droit français le conjoint survivant en présence d'héritiers autres que des enfants légitimes a toujours droit à la moitié des biens en usufruit, même quand il ne se trouve en présence que d'un simple collatéral au douzième degré. Nous avons déjà critiqué ce système et avons dit qu'il aurait mieux valu établir plusieurs distinctions.

Le conjoint en présence des frères et sœurs du *de cujus* ne doit pas avoir les mêmes droits qu'en présence d'un collatéral au douzième degré. Au Vénézuéla, le conjoint concourt avec les ascendants, les frères et sœurs légitimes et leurs descendants légitimes et les enfants naturels. Il prend suivant les cas un tiers, la moitié ou toute la fortune, car l'époux survivant vient avant les collatéraux ordinaires.

Le Code civil français, dans son article 767, n'a pas prévu le cas où l'époux survivant viendrait en concours à la succession avec des parents légitimes et avec des parents naturels. Le Code civil vénézuélien exclut ceux-ci au profit des descendants légitimes et ils ne peuvent concourir qu'avec le conjoint, les ascendants et les frères et sœurs légitimes et leurs descendants légitimes.

Quand les enfants issus d'un premier mariage concourent avec le conjoint, celui-ci en droit français prend en usufruit une part d'enfant légitime le moins prenant sans qu'elle puisse excéder le quart des biens.

Le Code civil vénézuélien lui accorde une part d'enfant et dans aucun cas le *de cujus*, ne peut lui laisser une quantité supérieure à celle qu'il laisse au moins favorisé des enfants de l'un des mariages antérieurs.

Pour calculer les droits du conjoint survivant au Vénézuéla, on doit séparer les biens qui sont la propriété de l'époux prédécédé, de ceux acquis pendant le mariage autrement que par succession ou donation et de ceux dont le survivant est propriétaire.

Le conjoint prend la moitié des acquêts et sur les biens du *de ejus* une portion qui varie suivant les circonstances.

En droit français, au contraire, comme nous l'avons vu, le conjoint ne peut pas toujours exercer son usufruit sur les biens qui ont servi à le calculer. Il ne peut pas exercer son droit sur les biens donnés à des héritiers sans dispense de rapport, ni préjudicier aux droits des héritiers réservataires, ni aux droits de retour.

Au Vénézuéla, on forme donc une masse des biens et le conjoint exerce ses droits comme un simple héritier.

De même les droits du conjoint vénézuélien sont soumis aux cas ordinaires d'extinction.

L'époux français bénéficie d'un droit d'usufruit qui prend fin par les causes qui amènent en général l'extinction de l'usufruit et par certaines déchéances particulières à l'usufruit du conjoint.

Mais le Code civil français confère à l'époux survivant un droit de propriété lorsqu'il n'existe aucun parent du défunt au degré successible, c'est-à-dire au douzième degré. En fait, ceci ne se présentera jamais, et l'époux survivant n'aura droit qu'à un usufruit, qui dans bien des cas sera anéanti par les dispositions du défunt. Aussi le Code vénézuélien, voulant assurer le sort du conjoint survivant, lui accorde une réserve légale.

## CHAPITRE II

### RÉSERVE.

Par des libéralités entre vifs ou par des legs, l'un des époux peut en France rendre illusoires les droits de son conjoint. Ainsi Primus, possesseur d'une fortune de 500.000 francs et décédé sans postérité, dispose de toute sa fortune en faveur d'un successible sans dispense de rapport. Secunda, sa femme, n'aura aucun droit, elle pourra bien calculer son usufruit d'après les biens existants dans la succession, mais l'exercice de ce droit est impossible, puisque le mari a disposé de tout son capital et que la femme n'a aucune réserve.

Au Vénézuéla, le conjoint a une réserve dont la quotité est variable.

Nous estimons que l'institution de la réserve est bonne et utile. Mais une très large liberté doit être laissée au testateur et il ne faut pas exagérer et conférer sans nécessité une réserve à des personnes qui d'après le droit naturel ne doivent pas l'avoir.

On peut par exemple l'accorder aux descendants et aux père et mère. Les parents donnent la vie à leur enfant, il est juste qu'ils lui assurent un avenir dans la mesure de leur pouvoir.

« Jamais l'homme n'a pensé posséder pour lui seul.  
« Dès les premiers jours, il a associé ses enfants au pouvoir  
« qu'il avait conquis sur la terre en l'occupant et en la  
« travaillant.

« Et s'il n'était pas encore à la tête d'une famille, il ne  
« s'est néanmoins pas considéré comme l'unique possesseur  
« de cette richesse primitive ; il n'a jamais admis qu'elle  
« fût destinée à s'évanouir après lui ou à tomber entre les  
« mains d'un étranger. Mais il a évoqué la pensée des  
« enfants qui lui naîtront, de leurs descendants, de la race  
« dont il sera le père, il les a vus se transmettant de géné-  
« ration en génération son héritage agrandi ; il a reconnu  
« la loi véritable de la nature, et pour l'accomplissement  
« de cette loi qu'une puissance supérieure avait gravée au  
« fond de sa conscience, il s'est senti plus fort, plus auda-  
« cieux, et plus passionné que s'il eût travaillé pour lui  
« seul (1). »

De même les enfants doivent la vie à leurs parents, et il est juste qu'à leur tour ils soient contraints de les aider et de leur laisser une partie des biens qu'ils ont acquis.

Cet argument ne nous paraît cependant pas suffisant. En admettant que la vie soit un bien, les parents n'ont aucun mérite à la donner à leur enfant. Celui-ci devra avoir pour ses parents uniquement l'affection et la reconnaissance que ceux-ci auront méritées par leurs soins désintéressés et leur continuel dévouement.

(1) E. Collas, *La liberté de tester*.

Nous accepterons la réserve au profit des père et mère par respect pour l'autorité paternelle et maternelle. Quelques auteurs sont plus catégoriques, ils refusent en principe la réserve d'une façon générale et demandent une liberté testamentaire absolue, c'est-à-dire « la faculté de  
« disposer des biens par acte de dernière volonté, soit au  
« profit de l'un de ses héritiers naturels préférablement  
« aux autres, soit même au profit d'étrangers à l'exclusion  
« de sa famille directe (1) ».

C'est une question fort délicate et dont l'importance n'échappe à personne. Les auteurs en parlent à propos du mariage, de la population et du degré de moralisation des peuples ; les économistes s'inquiètent de l'influence qu'elle peut avoir sur la propriété, sur la constitution de la famille, sur la production de la richesse et d'impôts.

Le Play fut un des premiers à se prononcer pour la liberté de tester. « L'origine naturelle de toute propriété,  
« dit-il, est le travail fécondé par l'épargne. Le proprié-  
« taire dispose souverainement de la chose qu'il a créée, il  
« l'emploie sans restriction pour tout usage à sa conve-  
« nance et la transmet avec la même liberté à un autre  
« propriétaire, s'il n'a pas jugé opportun de la consommer  
« ou de la donner de son vivant (2) ». Les partisans de ce système partent donc de ce principe que la propriété est absolue. Le propriétaire doit avoir le droit de disposer de sa chose à sa fantaisie et comme bon lui semble. Ils n'ad-

(1) Cornulier-Lucinière, *Etudes sur le droit de tester*.

(2) Le Play, *Organisation du travail*, 5<sup>e</sup> édit., 1888.

mettent pas que les droits du propriétaire puissent disparaître ou être diminués, par suite du mariage ou la survéance d'enfants.

Et en réalité, notre liberté de disposer est subordonnée à la naissance d'un enfant, à la célébration d'un mariage. Pourtant de son vivant le propriétaire peut dilapider toute sa fortune, pourquoi à sa mort n'aurait-il pas le droit de disposer de la totalité de son capital ? « Mon « avis à moi, écrit Franscisque Sarcey, c'est que le père « arrange les choses comme il l'entend ; son bien lui appartient, il aurait de son vivant le droit strict de le jeter « sur le tapis vert ou de le dissiper à des plaisirs ; à plus « forte raison devrait-il avoir le droit de le distribuer « après sa mort, à sa fantaisie. Tout ce qu'il a décrété en « mourant doit être tenu par les enfants pour bon et valable (1). »

Ainsi donc, le droit de propriété comprend la libre disposition des biens qui en font l'objet.

Les père et mère sont obligés de nourrir et d'élever leurs enfants. Ils doivent leur donner de l'instruction et leur apprendre à travailler. Mais la loi naturelle les oblige, dit-on, à les élever jusqu'à ce que ceux-ci soient en âge d'y pourvoir eux-mêmes ; elle ne leur ordonne pas de les faire héritiers. « Mon père me disait, lit-on dans un testament du xvi<sup>e</sup> siècle de la famille Du Laurens, que les « père et mère doivent deux choses à leurs enfants : les

(1) Fr. Sarcey, *Chronique de la semaine, Annales politiques et littéraires*. Paris, numéro du 19 mars 1893, p. 178.

« bien entretenir et nourrir honnestement avec une bonne  
« instruction, pour peu qu'ils aient, ils ont assez.... Tout  
« enfant qui se fie au bien de son père ne mérite pas de  
« vivre. »

On ajoute que la justice consiste à donner à chacun suivant ses mérites et non pas la même chose à tous, et qu'on doit laisser au père de famille le droit de disposer de la totalité de sa fortune et de distribuer ses biens à ses enfants suivant leurs mérites et leurs aptitudes.

« Le droit de disposer, dit Portalis, est avantageux à la  
« société, car le père, en donnant moins aux enfants enga-  
« gés dans une profession lucrative, réserve une plus forte  
« part à ceux que leurs talents appellent à des fonctions  
« utiles à l'Etat, inutiles à leur fortune.... Là où le père  
« est législateur de sa famille, la société se trouve déchar-  
« gée d'une partie de sa sollicitude (1). »

Enfin on dit que si les parents peuvent quelquefois commettre des erreurs, elles seront rares et les lois ne sont pas faites pour les exceptions. Au contraire, le père de famille craindra l'opinion publique, il ne voudra pas souiller sa mémoire par un acte injuste. Et la distribution qu'il fera sera généralement plus juste que celle que le législateur aurait pu prévoir et opérer.

Généralement il a conscience de ses devoirs et de sa responsabilité et sous l'empire de l'affection paternelle, il réglera équitablement et sagement la transmission dans sa famille.

(1) Portalis, *Discussion du Conseil d'Etat* du 20 janvier 1803.

« N'est-il pas étrange, du reste, de voir nos intérêts  
« publics les plus précieux et les plus chers confiés à des  
« citoyens que la loi jugera incapables de traiter leurs  
« propres affaires ? On les met en suspicion, quand il  
« s'agit d'intérêts privés, et on leur laisse décider en toute  
« liberté les destinées et l'avenir du pays (1). »

Nous croyons malgré tout que la liberté testamentaire absolue est une arme dangereuse, elle peut donner lieu à des abus ; d'une part, elle fournit au père de famille la sanction la plus énergique de son droit ; d'autre part, elle pourra permettre au père ou à la mère, à la suite d'un second mariage, de céder à sa passion aveugle et d'enlever tous ses biens à ses enfants.

Aussi l'établissement d'une réserve au profit des enfants nous paraît convenable. Le père ou la mère pourra profiter de la quotité disponible pour améliorer la situation de ceux de ses enfants qui lui en paraîtront dignes. Et cette réserve trouvera sa justification dans les liens du sang qui existent entre les parents et leurs enfants.

Le Code civil espagnol a adopté sur ce point un système très ingénieux. La réserve pour les enfants et descendants légitimes est d'un tiers de la succession. La quotité disponible est des deux tiers de la succession. Mais le testateur ne peut disposer que du troisième tiers en faveur d'étrangers (*tercio de libre disposicion*), et du second tiers unique-

(1) De Moreau d'Andoy, *Le testament selon la pratique des familles stables et prospères*.

ment pour avantager (*mejorar*) l'un de ses enfants ou descendants par rapport aux autres.

Mais le conjoint survivant n'est pas dans le même cas que les enfants.

Pourquoi ? Parce que ce qui est surtout à craindre, c'est que l'un des époux décède sans faire de testament. Ceci arrive souvent ; beaucoup de personnes craignent la mort, elles ont peur d'y penser, l'idée de faire un testament les effraie. Eh bien, pour éviter de voir le conjoint survivant tomber dans la misère, il faut lui accorder des droits en l'absence de tout testament. Toute surprise désagréable lui sera ainsi épargnée, et même au moment de la célébration du mariage, on pourra se dispenser de régler les conditions de la dissolution de l'association conjugale, ce qui est toujours pénible pour les jeunes époux.

Mais nous croyons que si l'un des conjoints a de justes motifs de mécontentement, il doit pouvoir disposer à son gré de son avoir et ne pas être obligé de laisser une partie de sa fortune à une personne à laquelle il ne porte aucune affection et que peut-être même il méprise.

Ceci nous semble particulièrement pénible. Les liens qui unissent les époux sont tous moraux, ils doivent exister pour que l'un d'eux puisse prétendre à l'estime de son conjoint.

Il ne suffit pas d'être marié pour élever des prétentions sur la succession de son conjoint, il faut encore les justifier. Entre parents et enfants, les liens du sang nous im-

sent des devoirs et il est compréhensible que la loi veuille s'assurer de leur accomplissement.

Nous pouvons malheureusement constater que bien souvent, le père et la mère préfèrent celui des enfants qui est le moins sérieux et qui a la conduite la moins régulière, mais qui a su, par sa manière d'être, flatter et cacher leurs désordres. Au contraire, celui qui, par son silence, aura montré sa réprobation, sera écarté. « En devenant père, en devenant mère, l'homme et la femme contractent des obligations envers leur postérité. La nature leur dit qu'ils sont obligés de conserver au moins une partie de leurs biens aux enfants qui leur doivent le jour. C'est cette portion sacrée que la loi détermine et qu'elle rend indisponible.

« Les père et mère, égarés par des passions, ne suivent pas toujours les sentiments de la nature, il a donc fallu les contraindre à s'acquitter des devoirs que leur qualité leur impose. De là les lois qui, chez les peuples les plus civilisés, ont réservé aux enfants une portion des biens de leurs père et mère. »

Mais entre conjoints la liberté doit exister complète et entière, on doit pouvoir donner ou léguer à son époux ce qu'on veut lui donner ou léguer.

Si on n'estime pas son conjoint, si on ne l'aime pas, il est bien dur d'être forcé de lui laisser une portion de son patrimoine et la jouissance de biens qu'on a péniblement acquis.

Il est vrai que le divorce a été établi pour séparer ceux

qui ne sont pas d'accord et dont l'existence ensemble est impossible. Beaucoup de personnes ont cependant peur du scandale et n'osent pas divorcer ; ou bien les motifs ne sont pas assez puissants pour divorcer et suffisants pour que l'un des époux veuille exhérer l'autre.

Remarquons qu'au Vénézuéla, le divorce est tout récent et que la législation sur la réserve lui est bien antérieure. Ici encore le législateur vénézuélien à notre avis a considéré les conjoints comme revêtus à cause du mariage de certains caractères solennels qui leur assurent pour l'avenir et quoi qu'il arrive des droits dans la succession l'un de l'autre.

Nous croyons que le mariage en lui-même n'est pas suffisant pour motiver la concession définitive de droits successoraux aux époux, malgré la volonté du prédécédé.

Ils doivent pouvoir réciproquement s'exhérer, quand ils ont de justes motifs de le faire.

La liberté est chose précieuse, nous devons la respecter, et le législateur doit s'efforcer non pas de la restreindre, mais de l'étendre au contraire.

Le Code civil français permet à l'un des conjoints décédé sans postérité de disposer de la totalité de sa fortune. Et pour ne pas laisser le survivant dans la misère, lui accorde un droit de créance alimentaire contre la succession de son conjoint prédécédé. Cette disposition nous semble absolument justifiée. Nous n'admettons pas le droit de réserve au profit du survivant des époux, mais nous considérons comme inhumain de laisser l'époux survivant

dans le besoin des choses les plus nécessaires à la vie. D'autant plus que si ce dernier vient à meilleure fortune, les héritiers pourront demander une réduction ou une décharge.

Le Code vénézuélien accordant une réserve au survivant des époux n'a pas eu à s'occuper de la pension alimentaire.

Enfin, en terminant ce chapitre nous rappellerons qu'il est facile d'exhérer non seulement son conjoint, mais encore ses enfants ; pour cela il suffira de placer toute sa fortune en rente viagère. Le capital du *de cujus* s'évanouira et avec lui les droits des héritiers,



## CONCLUSION

Le conjoint survivant, en France, ne se trouve plus comme avant la loi de 1891 dans une situation défavorable. Il est étonnant, en vérité, que pendant si longtemps, le survivant des époux ait été oublié par le législateur français. De telle sorte que souvent le conjoint tombait dans la misère après avoir été dans l'opulence.

Il était fort humiliant pour lui dans ce cas d'exercer un recours contre ses propres enfants et de leur demander des aliments.

La loi nouvelle était de toute nécessité, on ne pouvait pas laisser l'époux survivant dans un tel abandon. La mort peut nous surprendre, et en fait ceci arrive souvent, le législateur doit prévoir ces cas et tenir compte des affections présumées du défunt.

Quelle tendresse peut être plus chère que celle d'un conjoint fidèle et dévoué ? Il existe entre les époux une grande intimité, basée sur l'amour et une affection réciproques, fortifiée plus tard par le temps, la communauté de vie et la naissance des enfants.

Aussi nous ne nous expliquons pas que, pendant la période qui sépare la promulgation du Code civil de la loi de 1891, on ait relégué le conjoint au dernier rang.

Nous voyons cependant apparaître tout d'abord des lois

particulières, qui vinrent améliorer le sort de l'époux dans certains cas spéciaux.

Mais ce n'était pas suffisant. La loi de 1891 accorde au conjoint survivant des droits dans tous les cas.

La question qui se posa fut celle de savoir si on lui accorderait un droit de propriété ou un droit d'usufruit. On se prononça en faveur du droit d'usufruit. Le législateur avant de prendre une décision avait voulu connaître l'opinion des Cours et facultés de droit. C'est une manière de procéder qui nous paraît excellente. Les Cours et facultés fournirent au législateur des arguments clairs et décisifs et contribuèrent pour beaucoup à la rédaction de la loi de 1891.

D'autre part cette loi fut longuement élaborée, elle ne fut pas le fruit d'un travail de quelques mois. Aussi, quoique nous ne la jugions pas parfaite, elle nous paraît être une œuvre de justice et de progrès.

Le droit vénézuélien confère au conjoint un droit de propriété ; nous nous sommes élevé contre cette mesure. Il nous semble qu'en accordant au conjoint un droit de propriété, le législateur dépasse le but qu'il se propose.

On doit rechercher uniquement à assurer au survivant des époux le maintien du rang qu'il occupait du vivant de son conjoint. Pour cela il faut lui accorder un droit d'usufruit et ses droits seront sauvegardés. Il reçoit une pension et son avenir est assuré jusqu'à sa mort.

La quotité de cet usufruit variera suivant la qualité des successibles en présence desquels il se trouve.

Pourquoi donc alors donner au survivant la propriété de sa part ? Il n'a même aucun avantage à cela, ceux qui seront véritablement favorisés seront les héritiers de l'époux survivant. Ceux-ci à la mort de ce dernier, décédé sans postérité, prendront tous les biens qu'il avait reçus de son conjoint prédécédé. Ainsi cette disposition, au lieu de profiter au conjoint, bénéficiera-t-elle à ses héritiers. Cela n'aurait aucune importance, si les droits de tous les héritiers de l'époux prédécédé étaient respectés.

Mais nous constatons que les biens attribués en propriété par la loi au survivant sortent pour toujours de la famille du *de cuius*. Le législateur doit non seulement prévoir les affections du défunt, mais conserver les biens dans les familles.

Dans notre cas le doute n'est pas possible. Le législateur peut concilier les deux principes en refusant un droit de propriété au conjoint et en lui accordant un usufruit. Les héritiers du *de cuius* auront un jour les biens et le survivant sera, sa vie durant, dans l'aisance ou l'opulence suivant la fortune du défunt.

Ce n'est pas tout. Lors de l'enquête préliminaire à la discussion de la loi de 1891, on souleva la question de savoir si on devait accorder une réserve au conjoint. Plusieurs facultés, invoquant la tradition de l'ancien droit, demandaient qu'on attribuât à l'époux une réserve. Elles rappelaient que, dans l'ancien droit, la veuve douairière avait une légitime, car elle pouvait au décès de son mari faire rescinder les aliénations de biens grevés du douaire

que son mari avait consenties, comme l'héritier réservataire peut intenter l'action en réduction contre les tiers pour recouvrer les biens aliénés à titre gratuit au delà de la quotité disponible.

On voulait aussi, disait-on, relever la dignité du mariage et assurer dans tous les cas au survivant des ressources suffisantes.

Nous estimons que le conjoint ne doit pas être considéré comme un héritier légitime, et nous ne croyons ni juste ni nécessaire de lui accorder une réserve. Seuls les liens du sang doivent justifier cette restriction à la liberté, et il ne faut pas multiplier les réserves légales qui sont une entrave au crédit et une source de déceptions pour les tiers.

Le mariage en lui-même, nous le répétons, ne doit pas être la cause de droits successoraux définitifs pour les conjoints.

Que la loi se contente de prévoir le cas où l'un des époux viendrait à décéder sans faire de testament, mais qu'elle laisse les conjoints libres de disposer de leur fortune comme bon leur semble.

Ces raisons ont paru déterminantes au législateur français, et il a écarté toute idée de réserve légale.

*« Le droit successoral entre époux doit avoir pour fondement principal la volonté présumée du défunt. »*

Une personne mariée n'a pas, par suite du mariage, droit à la gratitude de son conjoint. La cérémonie du mariage en elle-même peut être considérée comme une

simple formalité. La conduite des époux, leur dévouement, leur fidélité réciproque, voilà à notre opinion ce qui est digne de respect. Eh bien qu'ils disposent de leurs biens à leur guise. Que le législateur leur confère le droit de léguer leur fortune à d'autres personnes s'ils ont entre eux de justes sujets de mécontentement.

Dans ce cas une créance alimentaire accordée à l'époux les empêchera de tomber dans l'arbitraire et de se déshériter mutuellement sans motif légitime.

Nous souhaitons vivement qu'au Vénézuéla les droits du conjoint survivant soient modifiés et restreints au profit des héritiers du *de ejus*. Qu'on supprime le droit de propriété et surtout la réserve, qu'on n'accorde au survivant qu'un droit d'usufruit « variable suivant la qualité des successibles en présence desquels il se trouve » et une créance alimentaire quand il ne reçoit rien du défunt et que sa fortune personnelle n'est pas suffisante.

Vu :

Le Président de la thèse,  
PIÉDELIÈVRE.

Vu :

Le Doyen,  
P. CAUWÈS.

Vu et permis d'imprimer :

Le Vice-Recteur de l'Académie de Paris,  
L. LIARD.

---



## TABLE DES MATIÈRES

---

|                       | Pages |
|-----------------------|-------|
| INTRODUCTION. . . . . | 1     |

### PREMIÈRE PARTIE

#### DROITS DU CONJOINT SURVIVANT AU VÉNÉZUÉLA

|                                                                                                                                          |    |
|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----|
| CHAPITRE PREMIER. — Sources du droit vénézuélien. . .                                                                                    | 3  |
| CHAPITRE II. — Conditions d'ouverture du droit succes-<br>soral de l'époux survivant . . . . .                                           | 10 |
| CHAPITRE III. — Nature et caractère juridique du droit<br>du conjoint survivant . . . . .                                                | 15 |
| CHAPITRE IV. — Etendue des droits du conjoint survi-<br>vant. . . . .                                                                    | 17 |
| SECTION I. — Situation du conjoint en présence d'enfants lé-<br>gitimes . . . . .                                                        | 17 |
| SECTION II. — a) Situation de l'époux survivant en présence<br>d'enfants naturels et d'ascendants légitimes . . . . .                    | 19 |
| b) Situation de l'époux survivant en présence d'enfants<br>naturels et de collatéraux privilégiés. . . . .                               | 20 |
| SECTION III. — Situation du conjoint en présence de tous<br>autres successibles . . . . .                                                | 22 |
| CHAPITRE V. — Situation du conjoint survivant en pré-<br>sence de descendants illégitimes du<br>défunt lui-même enfant naturel . . . . . | 24 |
| CHAPITRE VI. — De la réserve. . . . .                                                                                                    | 27 |
| a) Réserve du conjoint en présence d'enfants et de<br>descendants légitimes . . . . .                                                    | 27 |
| b) Réserve du conjoint en présence d'ascendants légi-<br>times et d'enfants naturels. . . . .                                            | 29 |
| c) Réserve du conjoint en présence de descendants<br>naturels du <i>de cujus</i> lui-même enfant naturel. . .                            | 30 |

|                                                                                                                                                                                                                                                           |    |
|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----|
| CHAPITRE VII. — Droits du conjoint survivant quand le testateur dispose d'un usufruit ou d'une rente viagère dont les revenus sont supérieurs à la quotité disponible ou aliène à son profit à fonds perdu ou avec réserve d'usufruit des biens . . . . . | 34 |
| CHAPITRE VIII. — Dans quelle mesure le conjoint doit-il tenir compte pour l'exercice de son droit des libéralités reçues du défunt. . . . .                                                                                                               | 36 |
| APPENDICE. — <i>Articles du Code civil vénézuélien.</i> . . . .                                                                                                                                                                                           | 39 |

## DEUXIÈME PARTIE

### DES DROITS DU CONJOINT SURVIVANT EN FRANCE

|                                                                                                     |    |
|-----------------------------------------------------------------------------------------------------|----|
| CHAPITRE PREMIER. — Situation du conjoint survivant sous le Code civil . . . . .                    | 47 |
| CHAPITRE II. — Lois modifiant la situation du conjoint antérieures à la loi du 9 mars 1891. . . . . | 51 |
| CHAPITRE III. — Situation du conjoint survivant sous la loi du 9 mars 1891. . . . .                 | 54 |
| SECTION I. — Ses origines. . . . .                                                                  | 54 |
| SECTION II. — Nature et caractère juridique du droit accordé à l'époux survivant . . . . .          | 55 |
| CHAPITRE IV. — Ouverture des droits du conjoint survivant. Etendue de ses droits . . . . .          | 59 |
| SECTION I. — L'époux prédécédé ne laisse aucun parent au degré successible. . . . .                 | 59 |
| SECTION II. — Le défunt laisse des parents au degré successible . . . . .                           | 60 |
| CHAPITRE V. — Masse sur laquelle se calcule le droit d'usufruit du conjoint survivant . . . . .     | 66 |
| SECTION I. — Composition de la masse sur laquelle se calcule le droit d'usufruit . . . . .          | 67 |

|                                                                                               |    |
|-----------------------------------------------------------------------------------------------|----|
| SECTION II. — Biens sur lesquels s'exerce le droit d'usufruit du conjoint survivant . . . . . | 74 |
| CHAPITRE VI. — <b>Conversion de l'usufruit en rente viagère</b> . . . . .                     | 80 |
| CHAPITRE VII. — <b>Extinction du droit du conjoint survivant</b> . . . . .                    | 86 |
| CHAPITRE VIII. — <b>Droit à la pension alimentaire</b> . . . .                                | 92 |

## TROISIÈME PARTIE

|                                                                                                                                                    |     |
|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----|
| CHAPITRE PREMIER. — <b>Comparaison des droits accordés au conjoint survivant par les législations françaises et vénézuéliennes</b> . . . . .       | 97  |
| SECTION I. — Droit de propriété, Droit d'usufruit, . . . .                                                                                         | 97  |
| SECTION II. — Motifs qui ont décidé le législateur vénézuélien à accorder le droit de propriété au conjoint en présence d'enfants légitimes. . . . | 101 |
| SECTION III. — Le conjoint en présence d'héritiers autres que les enfants légitimes, Extinction de ses droits, . . . . .                           | 105 |
| CHAPITRE III. — <b>De la réserve</b> , . . . . .                                                                                                   | 108 |
| CONCLUSION . . . . .                                                                                                                               | 119 |









Imp. J. Thevenot, Saint-Dizier (Haute-Marne)